

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1927)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 12 febbraio 1975
(V. Stampato n. 3040)

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(MORO)

di concerto col **Ministro delle Finanze**

(TANASSI)

e col **Ministro dei Trasporti**

(PRETI)

Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 14 febbraio 1975

Ratifica ed esecuzione degli Accordi sui servizi aerei conclusi tra l'Italia e gli Stati sottoindicati: Jugoslavia (Roma, 24 maggio 1967), Costa d'Avorio (Abidjan, 19 febbraio 1968), Filippine (Manila, 25 gennaio 1969), Sierra Leone (Roma, 6 maggio 1970), Arabia Saudita (Gedda, 13 ottobre 1971), Repubblica Dominicana (Santo Domingo, 31 dicembre 1971, Gabon (Roma, 9 marzo 1972), Cipro (Nicosia, 24 novembre 1972)

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli Accordi relativi ai servizi aerei, conclusi tra l'Italia e gli Stati sottoindicati:

a) Jugoslavia — Accordo, tre Memoranda e Protocollo. (Roma, 24 maggio 1967);

b) Costa d'Avorio — Accordo, un Memorandum, due Scambi di Note. (Abidjan, 19 febbraio 1968);

c) Filippine. (Manila, 25 gennaio 1969);

d) Sierra Leone. (Roma, 6 maggio 1970);

e) Arabia Saudita. (Gedda, 13 ottobre 1971);

f) Repubblica Dominicana. (Santo Domingo, 31 dicembre 1971);

g) Gabon. (Roma, 9 marzo 1972);

h) Cipro. (Nicosia, 24 novembre 1972).

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Atti internazionali di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità, rispettivamente, degli articoli 15, 21, 15, 14, 15, 16, 20, 16, degli Atti indicati alle lettere *a)*, *b)*, *c)*, *d)*, *e)*, *f)*, *g)*, *h)* dell'articolo precedente.

ACCORD
entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement
de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie dorénavant nommées « Parties Contractantes » ayant ratifié la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, désireux de régler les relations reciproques dans le domaine des transports aériens civils, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1.

Pour l'application du présent Accord et à moins que la contexte ne l'indique autrement:

a) le terme « Convention » signifie la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et comprend toutes les Annexes adoptées aux termes de l'Article 90 de la dite Convention et tous les amendements des Annexes ou de la Convention aux termes des Articles 90 et 94;

b) le terme « Autorités Aéronautiques » signifie dans le cas de l'Italie le « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile, Ispettorato Generale dell'Aviazione Civile » et dans le cas de la Yougoslavie la « Direction Générale de l'Aviation Civile » et, dans tous les deux cas, toute autre personne ou organisation autorisée à assurer les fonctions actuellement exercées par les sousdites Autorités;

c) le terme « entreprise désignée » signifie une entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes aura désignée par communication écrite à l'autre Partie Contractante, pour l'exploitation des services aériens sur les routes spécifiées dans la dite communication;

d) les termes « territoire », « service aérien », « service aérien international » et « escale pour des raisons non commerciales » ont respectivement la signification qui leur est donnée sur Articles 2 et 96 de la Convention.

ARTICLE 2.

1) Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits spécifiés dans le présent Accord, en vue d'instituer des services aériens sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord (dorénavant indiqués sous le nom de « services convenus » et « routes spécifiées »). Les services convenus peuvent être exploités immédiatement ou bien à une date ultérieure, après l'accomplissement des dispositions de l'Article 3 du présent Accord.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Sous réserve des dispositions du présent Accord, l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante jouira dans l'exploitation d'un service convenu sur une route spécifiée, des droits suivants:

- a) survoler le territoire de l'autre Partie Contractante;
- b) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie Contractante pour des buts non commerciaux; et
- c) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie Contractante, aux points spécifiés pour cette route dans l'Annexe au présent Accord, à fin d'embarquer ou de débarquer en trafic international, des voyageurs, des marchandises et du courrier en provenance ou à destination du territoire de la première Partie Contractante ou d'un Pays tiers.

3) Rien dans les dispositions du paragraphe 2 du présent Article ne sera interprété comme conférant à l'entreprise d'une Partie Contractante, le droit d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des passagers, des marchandises ou du courrier en provenance ou à destination d'un autre point du territoire de cette Partie Contractante.

4) Les lois, les règlements et les dispositions d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée ou à la sortie de son territoire des aéronefs ou services aériens opérés en service aérien international ou à l'exercice des sousdits aéronefs ou services aériens, pendant la permanence dans son territoire, seront appliqués aux aéronefs et aux services convenus de l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante.

5) Dans l'exploitation des services convenus les entreprises désignées devront observer les réglementations internationales et nationales en vigueur selon les AIP et les NOTAM d'ajournement relatifs.

6) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, envois postaux et marchandises, tels que ceux qui concernent l'immigration, les passeports, la douane, la quarantaine, seront appliqués aux passagers, équipages, envois postaux et marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, pendant que ceux-ci se trouveront dans les limites dudit territoire.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux questions qui ne sont pas différemment réglées par le présent Accord.

ARTICLE 3.

1) Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner par écrit, par le moyen des Autorités Aéronautiques, à l'autre Partie Contractante une entreprise en vue d'exploiter les services convenus sur les routes spécifiées.

2) Au reçu de la désignation, la Partie Contractante doit, par le moyen de ses Autorités Aéronautiques et sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent Article, accorder sans délai à l'entreprise désignée, l'autorisation d'exercice relative.

3) Les Autorités Aéronautiques d'une Partie Contractante peuvent demander à l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante la preuve satisfaisante qu'elle est qualifiée pour accomplir aux conditions prévues par les lois et règlements appliqués normalement à l'exploitation des transports aériens et à l'exercice des services aériens internationaux commerciaux.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Chaque Partie Contractante aura le droit de ne pas accepter la désignation d'une entreprise ou de suspendre ou révoquer à une entreprise l'exercice des droits prévus au paragraphe 2 de l'Article 2 du présent Accord, ou d'imposer les conditions qu'elle juge nécessaire pour l'exercice par une entreprise des sousdite droits, lorsqu'elle n'ait pas la preuve satisfaisante que la propriété substantielle et le contrôle effectif de la dite entreprise soit entre les mains de la Partie Contractante qui a désignée l'entreprise ou entre celles des ressortissants de la Partie Contractante qui a désignée l'entreprise.

5) L'entreprise ainsi désignée et autorisée, peut commercer quand elle le veut l'exploitation des services convenus, sous réserve des dispositions de l'Article 9.

6) Chaque Partie Contractante se réserve le droit de suspendre ou révoquer l'autorisation d'exploitation ou bien d'imposer les conditions appropriées qu'elle jugera nécessaires dans le cas où l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante ne se conforme pas aux lois et règlements de la Partie Contractante qui accorde les droits, ou bien dans le cas où la première Partie Contractante estime qu'il résulte que les conditions sur la base desquelles, selon ce qui est prévu dans l'Accord, les droits ont été accordés, n'ont pas été observées. Cette action ne sera exercée qu'après consultation entre les deux Parties Contractantes et cette consultation aura lieu dans le délai de 60 jours à partir de la date de la requête.

ARTICLE 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une des Parties Contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante pendant la période de leur validité.

Toutefois chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables, aux fins de la circulation au dessus de son territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

ARTICLE 5.

a) Les aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie Contractante, assurant l'exploitation des services convenus seront à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés des droits de douane et des autres droits et taxes.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal se trouvant à bord des aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie Contractante seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés des droits de douane et de tout autre charge fiscale, même au cas où ils seraient consommés ou utilisés au cours de vols au-dessus dudit territoire. Ils ne pourront être déchargés qu'avec le consentement des Autorités douanieres de l'autre Partie Contractante.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange et l'équipement normal de bord introduits sur le territoire d'une Partie Contractante et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de l'entreprise, désignée de l'autre Partie Contractante, assurant l'exploitation des services

convenus, seront exonérés des droits de douane et de toute autre charge fiscale.

d) Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord des aéronefs de l'entreprise désignée de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante seront exonérés des droits de douane et de toute autre charge fiscale. Seront également exonérés les pièces de rechange, les équipements et provisions normaux de bord dans les limites et conditions fixées par les Autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

e) Les produits bénéficiant des exonérations des droits de douane et des autres droits et taxes indiquées ci-dessus ne pourront être utilisés pour des buts autres que l'exploitation des services aériens et ils seront réexportés au cas où ils ne pourraient être utilisés sauf si leur nationalisation aurait été accordée conformément aux dispositions en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante intéressée.

Jusqu'à ce qu'ils soient utilisés ou qu'ils aient reçu une autre destination, les produits en question seront soumis au contrôle de la douane.

f) Les exonérations prévues aux alinéas ci-dessus pourront être subordonnées à l'observation des formalités normalement appliquées sur le territoire de la Partie Contractante qui doit les accorder, sans que cela porte atteinte aux droits représentatifs des services rendus.

ARTICLE 6.

L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes pourra maintenir sur le territoire de l'autre Partie Contractante son bureau de représentation et d'agence pour l'exploitation des services convenus.

En ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement de ce bureau, l'entreprise désignée se conformera aux lois en vigueur dans le Pays dont elle n'est pas nationale, sous réserve du principe de réciprocité.

Les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes établiront entre elles et selon le principe de réciprocité le nombre des personnes qui pourront être employées dans ces bureaux.

ARTICLE 7.

Chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante le droit de transférer à son siège tous les excédents, sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie Contractante dans la monnaie dans laquelle ils ont été acquis.

Pour ce qui concerne les recettes en monnaie locale, chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante, le droit de transférer à son siège, aux taux de change officiels, tous les excédents sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie Contractante, selon l'Accord de Payment en vigueur entre les deux Pays.

ARTICLE 8.

1. Les entreprises désignées par les Parties Contractantes pour l'exploitation des services convenus doivent offrir une capacité adaptée aux besoins courants et raisonnablement prévoyables du trafic aérien international pour ces services.

2. Les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'accorderont sur l'application pratique des principes énoncés au paragraphe précédent.

3. Les arrangements ainsi conclus resteront en vigueur jusqu'au moment où les Autorités Aéronautiques auront concordé des nouvelles ententes directement ou par approbation de celles intervenues entre les entreprises désignées.

4. Les horaires des services devront être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques ou moins 45 jours avant la date prévue pour leurs entrée en vigueur.

5. Les Parties Contractantes estiment qu'il serait désirable que leurs entreprises désignées collaborent le plus étroitement possible pendant l'exploitation des services convenus entre leurs territoires, afin que des appréciables résultats sur le plan économique puissent être obtenus.

ARTICLE 9.

1. Les tarifs à appliquer aux services convenus, doivent être fixes à des taux raisonnables, on prenant dûment en considération tous les facteurs principaux s'y référant, y compris le coût d'exercice, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service et, si jugé nécessaire, les tarifs appliqués par d'autres entreprises sur n'importe quelle partie de la route spécifiés. Ces tarifs doivent être déterminés conformément aux dispositions du présent Article.

2. Les tarifs dont au paragraphe 1 du présent Article doivent être, si possible, établis pour chacun des routes spécifiées entre les entreprises désignées et, si jugé nécessaire après consultation avec l'autre entreprise desservant toute ou partie des routes. Cet accord doit être atteint, outant que possible, au moyen des systèmes adoptés en matière de tarifs par l'Association Internationale du Transport Aérien (I.A.T.A.).

3. Tous les tarifs ainsi concordés, doivent être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes au moins 30 jours avant la date proposée pour leur entrée en vigueur. Ce terme peut être réduit dans des cas spéciaux, si les Autorités Aéronautiques concordent dans ce sens.

4. En cas de désaccord entre les entreprises désignées pour ce qui concerne les tarifs, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes essayeront, elles mêmes, de les déterminer de commun accord.

5. Au cas où les Autorités Aéronautiques ne soient pas d'accord sur l'application d'un tarif quelconque leur ayant été soumis selon ce qui est prévu au paragraphe 3 du présent article, ou sur la détermination d'un tarif quelconque, selon ce qui est prévu au paragraphe 4, le désaccord doit être tranché conformément aux dispositions de l'article 11 du présent Accord.

6. a) Aucun tarif ne peut entrer en vigueur si les Autorités Aéronautiques de l'une ou de l'autre Partie Contractante ne l'estime pas satisfaisant, à moins que le cas prévu par les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 11 du présent Accord, ne se réaliserait.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) Les tarifs fixés conformément aux dispositions du présent article, doivent rester en vigueur jusqu'au moment où de nouveaux tarifs n'auront été déterminés en conformité aux dispositions du présent article.

ARTICLE 10.

Si l'une des Parties Contractantes juge opportun modifier quelques dispositions du présent Accord, elle pourra demander des consultations entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, et ces consultations devront commencer dans un délai de 60 jours de la date de la demande.

Si les Autorités Aéronautiques se mettent d'accord sur la modification du présent Accord, cette modification entrera en vigueur après qu'elle aura été confirmée par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 11.

1. Si un différend surgit entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties Contractantes devront s'efforcer, d'abord, de le régler par voie de négociations directes.

2. Si les Parties Contractantes ne parviennent pas à un règlement par voie de négociations, elles pourront soumettre le différend pour décision à tout organisme; ou à défaut d'une entente à ce sujet, le différend pourra, à la demande de l'une des Parties Contractantes, être soumis à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, chacune des Parties Contractantes en nommant un et le troisième étant désigné par les deux premiers nommés. Chaque Partie Contractante nommera un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date de réception, par l'une des Parties Contractantes, d'un préavis de l'autre Partie Contractante, par la voie diplomatique, demandant l'arbitrage du différend, et le troisième arbitre sera désigné dans un autre délai de soixante (60) jours. Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes s'abstient de nommer un arbitre dans la période spécifiée ou si le troisième arbitre n'est pas désigné, le Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pourra être prié par l'une des Parties Contractantes de désigner, selon le cas, un ou deux arbitres. Dans ce cas, le troisième arbitre sera le ressortissant d'un Etat tiers et assumera les fonctions de Président du tribunal arbitral.

3. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en application du paragraphe 2 du présent Article.

4. Tant que l'une des Parties Contractantes ou l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante ne se conformera pas à la décision rendue en vertu du présent article, l'autre Partie Contractante peut restreindre, suspendre ou révoquer tous les droits ou privilèges accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut ou à l'entreprise désignée par cette Partie Contractante.

5. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre. Les frais occasionnés par la procédure arbitrale seront partagés en parties égales entre les Parties Contractantes.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 12.

Au cas où une Convention générale multilatérale relative aux transports aériens serait conclus, et cette Convention entrerait en vigueur pour les deux Parties Contractantes, le présent Accord sera modifié de façon à l'uniformiser avec les dispositions de cette Convention.

ARTICLE 13.

Chaque Partie Contractante peut en tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de terminer le présent Accord.

Une telle notification sera communiqué simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

Au cas où une telle notification est faite, le présent Accord prendra fin douze mois après le date de reception de la dite notification par l'autre Partie Contractante sauf si la notification de terminer le présent Accord est reprise avant l'expiration de ce délai par entente entre les Parties.

Si l'autre Partie Contractante n'accuse pas réception de la dite notification elle sera considérée comme ayant été reçue par elle quatorze jours après sa reception par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

ARTICLE 14.

Le présent Accord ainsi que ses amendements, seront enregistrés au Conseil de Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

ARTICLE 15.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Belgrade.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs scéaux.

Fait à Rome, le 24 mai 1967 en double exemplaire en langue française.

*Pour le Gouvernement de la
République Italienne*

Gen. FELICE SANTINI

*Pour le Gouvernement de la
République Socialiste Fédérative
de Yougoslavie*

BATRIĆ JOVANOVIĆ

ANNEXE

A) Routes qui seront exploitées par l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Italienne:

- 1) Italie - Belgrade et vv.
- 2) Italie - Zagreb et vv.
- 3) Italie - Dubrovnik et vv.

B) Routes qui seront exploitées par l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:

- 1) Yougoslavie - Rome et vv.
- 2) Yougoslavie - Milan et vv.
- 3) Yougoslavie - Venise et vv.

C) Les deux Parties Contractantes s'accordent en outre, en voie de réciprocité, le droit de survol de leurs territoires respectifs pour les services pas prévus dans cet annexe à condition que les horaires soient présentés au moins 45 jours avant la date prévue pour le commencement des services.

D) Les deux Parties Contractantes conviennent que les services des respectives entreprises désignées seront exploités exclusivement à travers les voies aériennes fixées par les Autorités compétentes de chacun des deux Pays.

MEMORANDUM N. 1

1. L'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie aura le droit, jusqu'au moment où l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Italienne n'aura établi des liaisons avec la Yougoslavie, l'exploiter les fréquences hebdomadaires suivantes:

- route 1 = 7 fréquences hebdomadaires
- route 2 = 3 fréquences hebdomadaires
- route 3 = 3 fréquences hebdomadaires.

2. Lorsque l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Italienne établira les susdites liaisons avec la Yougoslavie les fréquences et la capacité offertes seront partagées à 50% entre les deux entreprises désignées sur l'axe Italie-Yougoslavie.

Au cas où l'une des entreprises ne soit pas à même d'offrir le 50% des fréquences et de capacité qui lui ont été assignées, l'autre entreprise aura le droit d'offrir les fréquences et la capacité qui n'ont pas été exploitées par la première entreprise, toutefois cette dernière pourra exercer à nouveau tous ces droits concernant capacité et fréquences au cours de la saison successive.

3. Toute augmentation ultérieure de capacité et de fréquences devra-t-êtré convenue entre les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes et soumise à l'approbation des Autorités Aéronautiques respectives, ou bien directement entre les Autorités Aéronautiques des deux Pays.

4. Au cours des conversations ayant pour but la stipulation de l'accord aérien entre les deux Pays le problème de la cinquième liberté au delà des territoires respectifs des deux Pays a été soulevé.

Les deux délégations sont tombées d'accord sur le fait que ce problème pourra être pris en considération à une date ultérieure lorsque les programmes des deux entreprises désignées envisageront des services au delà des territoires respectifs.

5. Il a été convenu entre les deux délégations que les services prévus dans l'Annexe à l'Accord aérien, entreront immédiatement en vigueur à titre provisoire.

Rome, le 24 mai 1967.

Le Chef
de la Délégation italienne

Gen. FELICE SANTINI

Le Chef
de la Délégation yougoslave

BATRIĆ JOVANOVIĆ

MEMORANDUM N. 2

Au cours des négociations visant à la stipulation de l'Accord Aérien entre l'Italie et la Yougoslavie, signé aujourd'hui, les Delegations des deux Pays se sont penchées sur les problèmes concernant la double imposition fiscale sur les revenus provenant de la navigation aérienne.

Ayant constaté qu'il est difficile d'inclure dans l'Accord un Article visant au règlement de cette matière, car le problème présente des aspects qui doivent être ultérieurement étudiés les deux Délégations sont tombées d'accord sur l'opportunité que cette matière soit réglée (conformément aux évaluations des compétentes autorités fiscales des deux Pays) par un autre Accord qui sera conclu par les voies diplomatiques normales.

Les Délégations se sont engagées à solliciter les initiatives aptes à accélérer le plus possible la conclusion de l'Accord susdit.

Rome, le 24 mai 1967.

Le Chef
de la Délégation italienne

Gen. FELICE SANTINI

Le Chef
de la Délégation yougoslave

BATRIĆ JOVANOVIĆ

MEMORANDUM N. 3

Au cours des conversations visant à la conclusion de l'accord aérien entre l'Italie et la Yougoslavie, le problème concernant les vols non réguliers a été examiné par les deux Délégations qui sont tombées d'accord comme suit:

a) La demande pour les vols non réguliers effectués avec n'importe quel type d'aéronef devra-t-êtré soumise aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante trois jours ouvrables à l'avance lorsqu'il s'agit de vols isolés.

b) En ce qui concerne les vols en série (plus de quatre vols) effectués avec n'importe quel type d'aéronef la demande devra-t-êtré présentée aux Autorités Aéronautiques compétentes au moins cinq jours ouvrables avant le commencement du premier vol.

c) Les termes cités plus haut pourront être réduits dans des cas urgents avec le consentement particulier des Autorités Aéronautiques respectives.

d) Tous les vols dont il est question dans ce Memorandum ne devront pas être publicisés ou inserés dans les horaires des entreprises, ni devront présenter les caractéristiques des vols réguliers.

e) Les deux Parties Contractantes conviennent que aussi les services non réguliers seront effectués exclusivement à travers les voies aériennes fixées par les Autorités compétentes de chacun des deux Pays.

Dans l'exploitation de ces services les entreprises devront observer les réglementations internationales et nationales en vigueur selon les AIP et les NOTAM d'ajournement relatifs.

f) Les deux Délégations sont tombées aussi d'accord que pour ce qui concerne les vols non réguliers des ententes seront prises entre les Compagnies des deux Parties pour une division paritétique du trafic en question.

Rome, le 24 mai 1967.

Le Chef
de la Délégation italienne

Gen. FELICE SANTINI

Le Chef
de la Délégation yougoslave

BATRIĆ JOVANOVIĆ

PROTOCOLE

A l'occasion des négociations entre les Délégations de la République Italienne et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie concernant les transports aériens, la question des voies aériennes entre les deux Pays a été discutée.

La Délégation de la Yougoslavie a exprimé le désir d'établir les voies aériennes suivantes:

G 23 (tronçon de route Split-FIR Yougoslavie/Italie);
Split (point à Ouest)-Vieste-Roma;
Split-Pescara;
Dubrovnik-Vieste-Roma;
Dubrovnik-Bari.

La Délégation de l'Italie a exprimé le désir d'établir la voie aérienne suivante:

Bistrica-Rijeka-Ancona.

La Délégation de la Yougoslavie a déclaré que le tronçon de route Split-FIR Yougoslavie/Italie sera établi suivant la procédure habituelle. Par conséquent le tronçon de route Split-Île de Jabuka-FIR Yougoslavie/Italie actuellement existant sera annulé.

En ce qui concerne l'établissement du tronçon de route Dubrovnik-Vieste, la Délégation de l'Italie attendra la communication officielle de la Yougoslavie.

A ce sujet, la Délégation de la Yougoslavie a demandé qu'au moment où la route Dubrovnik-Vieste sera établie ses aéronefs soient autorisés à procéder de Vieste à Roma via Teano.

La Délégation Italienne a déclaré que l'utilisation de la route Vieste-Teano n'est pas possible; d'autre part, les autorités compétentes italiennes prendront les mesures nécessaires pour établir la route Vieste-Roma, dans un délai raisonnable.

La Délégation Italienne a indiqué, pour la voie aérienne Split-Pescara que le point d'entrée à Pescara n'est pas acceptable car, jusqu'ici, la position italienne, à ce sujet, n'a pas changée.

Par contre, elle a déclaré que les autorités compétentes étudieront la proposition Yougoslave concernant la voie aérienne Split (point à Ouest)-Vieste.

En ce qui concerne la possibilité d'utiliser la route plus courte entre Dubrovnik et Bari, la Délégation Italienne a indiqué qu'il sera possible procéder via B9A avec l'autorisation de l'organe de contrôle de la circulation aérienne compétente.

La Délégation Yougoslave a déclaré qu'une voie aérienne entre Bistrica et Pula sera établie dans quelques semaines.

En ce qui concerne le tronçon de route de Pula (en futur Rijeka) à Ancona les autorités compétentes Yougoslaves étudieront la possibilité du son établissement et ils informeront, aussi tôt que possible, les autorités compétentes d'Italie de la décision prise.

Rome, le 24 mai 1967.

Le Chef
de la Délégation italienne

Gen. FELICE SANTINI

Le Chef
de la Délégation yougoslave

BATRIĆ JOVANOVIĆ

ACCORD
entre la République Italienne et la République
de Côte d'Ivoire relatif aux transports aériens

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, désireux de favoriser le développement des transports aériens entre la République Italienne et la République de Côte d'Ivoire et de poursuivre, dans la plus large mesure du possible, la coopération internationale dans ce domaine; désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944;

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I
GENERALITES

ARTICLE 1.

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'Annexe ci-jointe.

ARTICLE 2.

1) Le mot « territoire » s'entend tel qu'il est défini à l'Article 2 de la convention relative à l'Aviation Civile Internationale;

2) L'expression « Autorité Aéronautique » signifie:

en ce qui concerne la République Italienne, le Ministère des Transports et de l'Aviation Civile, Inspectorat Général de l'Aviation Civile.

en ce qui concerne la République de Côte d'Ivoire, le Ministère chargé des Transports aériens.

ou en ce qui concerne les deux Parties, toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par les dites Autorités.

3) L'expression « Entreprise désignée » signifie l'entreprise de transports aériens que les Autorités Aéronautiques d'une Partie Contractante auront nommément désignée comme étant l'instrument choisi par elles pour exploiter les droits de trafic prévus au présent Accord et qui aura été agréée par l'autre Partie Contractante conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 13 ci-après.

ARTICLE 3.

1) Les aéronefs utilisés en trafic international par l'entreprise de transports aériens désignée d'une Partie Contractante ainsi que leurs équipements normaux, leurs réserves de carburants et de lubrifiants, leurs pro-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

visions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs) seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et d'autres droits ou taxes similaires à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

2) Seront également exonérés de ces mêmes droits ou taxes à l'exception des redevances ou taxes représentatives de service rendus:

a) les provisions de bord de toute origine prises sur le territoire d'une Partie Contractante dans les limites et aux conditions fixées par les Autorités de ladite Partie Contractante et embarquées sur les aéronefs assurant un service international de l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie Contractante;

b) les pièces de rechange introduites sur le territoire de l'une des parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés à la navigation internationale de l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie Contractante;

c) les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie Contractante même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués.

3) Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnement se trouvant à bord des aéronefs d'une Partie Contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec le consentement des Autorités douanières de ce territoire. En ce cas, ils pourront être placés sous la surveillance des-dites Autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane en vue de la mise en consommation.

ARTICLE 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'Annexe ci-jointe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 5.

1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise de l'autre Partie Contractante.

2) Les lois et règlements d'une Partie Contractante, régissant, sur son territoire, l'entrée ou la sortie des aéronefs des passagers, des équipages ou des marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux forma-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

lités de congé, à l'immigration aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront observés par ces passagers, équipages ou marchandises soit par eux-mêmes, soit par un tiers pour leur compte, à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

ARTICLE 6.

1) Chaque Partie Contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les autorités compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

2) Cette consultation commencera au plus tard dans les soixante jours (60) à compter du jour de réception de la demande.

3) Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE 7.

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception la dite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 8.

1) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'Article 6, soit entre les Autorités Aéronautiques soit entre les Gouvernements des Parties Contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties Contractantes, à un Tribunal arbitral.

2) Ce tribunal sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme Président.

Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours du mois suivant les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un Président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3) Le Tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

5) Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

6) Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du Président désigné.

TITRE II

SERVICES AGREES

ARTICLE 9.

Le Gouvernement de la République Italienne accorde au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et réciproquement, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire accorde au Gouvernement de la République Italienne le droit de faire exploiter par l'entreprise aérienne désignée par chacun d'eux les services aériens spécifiés au tableau de routes figurant à l'Annexe du présent Accord. Les dits services seront dorénavant désignés par l'expression « Services agréés ».

ARTICLE 10.

Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner par écrit à l'autre Partie Contractante une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services agréés sur les routes indiquées.

Dès réception de cette désignation, l'autre Partie Contractante devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et de celles de l'article 11 du présent Accord, accorder sans délai, à l'entreprise de transports aériens désignée, les autorisations d'exploitation appropriées.

Les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront exiger que l'entreprise de transport aériens désignée par l'autre Partie Contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites, dans le domaine de l'exploitation des services aériens internationaux, par les lois et règlements normalement et raisonnablement appliqués par les dites Autorités, conformément aux dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 11.

1) Chaque Partie Contractante aura le droit de ne pas accorder les autorisations d'exploitation prévues au paragraphe 2 de l'article 10 lorsque ladite Partie Contractante n'est pas convaincue qu'une part substantielle

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci.

2) Chaque Partie Contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice, par l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante, des droits spécifiés à l'Article 9 du présent Accord lorsque:

a) elle ne sera pas convaincue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci, ou que

b) cette entreprise ne se sera pas conformée aux lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces droits ou que

c) cette entreprise n'exploitera pas dans les conditions prescrites par le présent Accord.

3) A moins que la révocation ou la suspension ne soit nécessaire pour éviter de nouvelles infractions aux dits lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation prévue à l'article 6, avec l'autre Partie Contractante. En cas d'échec de cette consultation il sera recouru à l'arbitrage, conformément à l'article 8.

ARTICLE 12.

L'entreprise aérienne désignée par le Gouvernement de la République Italienne conformément au Présent Accord, bénéficiera, en territoire ivoirien, du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes italiennes énumérées à l'Annexe ci-jointe.

L'entreprise aérienne désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire conformément au présent Accord, bénéficiera en territoire international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes ivoiriennes énumérées à l'Annexe ci-jointe.

En outre l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante jouira des droits suivants:

a) survoler le territoire de l'autre Partie Contractante;

b) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie Contractante pour des buts non commerciaux.

ARTICLE 13.

En application des Articles 77 et 79 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale visant la création par deux ou plusieurs Etats d'organisations d'exploitation en commun ou d'organismes internationaux d'exploitation.

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire accepte que le Gouvernement de la République Italienne, conformément aux Articles 4 et 2 et aux pièces annexes du Traité relatif aux Transports Aériens en Afrique signé par la Côte d'Ivoire à Yaoundé le 28 mars 1961, se réserve le droit de désigner la Société Air Afrique comme instrument choisi par la République de Côte d'Ivoire pour l'exploitation des services agréés.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 14.

1) L'exploitation des services agréés entre le territoire ivoirien et le territoire italien ou vice-et-versa, services exploités sur les routes figurant au Tableau annexé au présent Accord, constitue, pour les deux Pays, un droit fondamental et primordial.

2) Les deux Parties Contractantes sont d'accord pour faire appliquer le principe de l'égalité et de la réciprocité dans tous les domaines relatifs à l'exercice des droits résultant du présent Accord.

Les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes seront assurées d'un traitement juste et équitable, devront bénéficier de possibilités et de droits égaux et respecter le principe d'une répartition égale de la capacité à offrir pour l'exploitation des services agréés.

3) Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

ARTICLE 15.

1) Sur chacune des routes figurant à l'Annexe du présent Accord, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en œuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant les dits services.

2) L'entreprise désignée par l'une des Parties Contractantes pourra satisfaire dans la limite de la capacité globale prévue au 1er alinéa du présent Article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenus et le territoire de l'autre Partie Contractante compte tenu des services locaux et régionaux.

3) Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles de mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire du trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux Autorités Aéronautiques de leur pays respectif qui pourront se consulter si elles le jugent utile.

4) Au cas où l'entreprise désignée par l'une des Parties Contractantes n'utiliserait pas sur une ou plusieurs routes soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qu'elle peut offrir compte tenu de ses droits, elle transférera à l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport en cause.

L'entreprise désignée qui aura transféré tout ou partie de ses droits pourra les reprendre au terme de la dite période.

ARTICLE 16.

1) Les entreprises aériennes désignées indiqueront aux Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, trente jours (30) au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle s'appliquera aux changements ultérieurs.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes se communiqueront, sur demande, des statistiques périodiques ou d'autres renseignements analogues qui indiquent le volume du trafic transporté sur les services agréés, par points d'embarquement et de débarquement et dans la mesure du possible (eventuellement), par points d'origine et des destination.

ARTICLE 17.

Les deux Parties Contractantes conviennent de se consulter chaque fois que besoin y sera afin de coordonner leurs services aériens respectifs.

ARTICLE 18.

1) La fixation des tarifs à appliquer sur les services agréés desservant les routes ivoiriennes et italiennes figurant au présent Accord sera faite, dans la mesure du possible, par accord entre les entreprises désignées. Ces entreprises procéderont par entente directe, après consultation s'il y a lieu des entreprises de transports aériens de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours. Cet accord se fera sur la base des systèmes adoptés en matière de tarifs par l'Association Internationale des Transports Aériens (I.A.T.A.).

Les tarifs à appliquer aux services agréés doivent être fixés à des taux raisonnables tenant dûment compte de tous les facteurs s'y rapportant, y compris le coût d'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service (tels que les standards de vitesse et de confort) et si nécessaire les tarifs appliqués par d'autres entreprises de transports aériens sur n'importe quelle partie de la route spécifiée.

2) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques de chaque Partie Contractante, au minimum trente jours (30) avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans les cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces Autorités.

3) Si les entreprises de transports aériens désignées ne parvenaient pas à convenir de fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe 1^o) ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 2^o) précédent, les Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant. En dernier ressort, il serait fait recours à l'arbitrage prévu à l'Article 8 du présent Accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la Partie Contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre Partie Contractante le maintien des tarifs antérieurement en vigueur.

ARTICLE 19.

Chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante le droit de transférer à son siège tout l'excédent sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie Contractante dans la monnaie dans laquelle ils ont été acquis.

Pour ce qui est des revenus réalisées en monnaie locale, chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante le droit de transférer à son siège en devises convertibles aux taux de change officiel sur la base du dollar des Etats-Unis, tout l'excédent sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la Première Partie Contractante.

TITRE III
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 20.

Le présent Accord et son Annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

ARTICLE 21.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Parties Contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

Fait à Abidjan, le 19 Février 1968 en double exemplaire dans la langue française.

*Pour le Gouvernement de la
République Italienne*

L'Ambassadeur d'Italie
en Côte d'Ivoire

V. BOLASCO

*Pour le Gouvernement de la
République de Côte d'Ivoire*

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports

A. KACOU

ANNEXE**TABLEAU DES ROUTES****I. Routes Ivoiriennes**

Points en Côte d'Ivoire, Rome, Paris et vice versa

II. Routes Italiennes

Points en Italie, Accra, Abidjan et vice versa

III. Fréquences

un vol par semaine dans chacun de deux sens

IV. Capacité**1) Pour la Côte d'Ivoire**

a) Côte d'Ivoire-Rome (50 passagers par vol non cumulables)

b) Rome-Côte d'Ivoire (50 passagers par vol non cumulables)

2) Pour l'Italie

a) Italie-Abidjan (50 passagers par vol non cumulables)

b) Abidjan-Italie (50 passagers par vol non cumulables)

NOTES:

1) Les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes auront la faculté d'omission des escales sur les services agréés.

2) Il est convenu toutefois que le nombre de fréquences et le quota indiqués pourront être augmentés selon les besoins du trafic et que les compagnies pourront, à la requête de l'une d'elles, se consulter à cet effet après une année d'exploitation. Les augmentations de fréquences et de quota agréés par les compagnies devront être soumises à l'approbation des Autorités Aéronautiques respectives.

Abidjan, le 19 février 1968

à S. E. Monsieur VINCENZO BOLASCO
Ambassadeur de la République Italienne

ABIDJAN

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à l'Accord aérien entre nos deux Pays signé le 19 février 1968 et à l'Annexe du susdit Accord, j'ai l'honneur de vous proposer que pour l'application des dispositions relatives aux quotas indiqués au paragraphe IV-1-a) et b) et IV-2-a) et b) l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante aura le droit de transporter un total de 100 passagers pour chaque voyage aller et retour entre l'Italie et la Côte d'Ivoire.

Je vous prie de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération.

A. KACOU

Abidjan, le 19 février 1968

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
et des Transports de la République de
Côte d'Ivoire

ABIDJAN

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à l'Accord aérien entre nos deux Pays signé le 19 février 1968 et à l'Annexe du susdit Accord, j'ai l'honneur de vous proposer que pour l'application des dispositions relatives aux quotas indiqués au paragraphe IV-1-a) et b) et IV-2-a) et b) l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante aura le droit de transporter un total de 100 passagers pour chaque voyage aller et retour entre l'Italie et la Côte d'Ivoire.

Je vous prie de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien est d'accord sur la teneur de cette lettre et je vous prie d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération.

VINCENZO BOLASCO

Abidjan, le 19 février 1968

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
et des Transports de la République de
Côte d'Ivoire

ABIDJAN

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord aérien entre nos deux Pays, signé le 19 février 1968, j'ai l'honneur de vous proposer que, en ce qui concerne la route italienne qui figure dans l'Annexe à l'Accord, l'escale d'Accra puisse être desservie soit comme escale intermédiaire, soit comme escale au delà. Dans ce dernier cas il n'y aura pas fixation de quota.

Mais quand Accra sera desservie comme point intermédiaire les quotas seront les suivants:

Abidjan-Accra: 50 passagers par vol non cumulables.

Accra-Abidjan: 50 passagers par vol non cumulables.

J'ai l'honneur de vous proposer aussi, en prévision des exigences opérationnelles de l'entreprise italienne désignée, que soit admis ultérieurement l'exploitation de la route suivante:

Points en Italie-Abidjan-Monrovia et vice versa (sans fixation de quota entre Abidjan et Monrovia) en lieu et place de la route italienne figurant à l'Annexe à l'Accord aérien italo-ivoirien.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement ivoirien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération.

VINCENZO BOLASCO

Abidjan, le 19 février 1968

à S. E. Monsieur VINCENZO BOLASCO
Ambassadeur de la République Italienne

ABIDJAN

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date d'aujourd'hui, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord aérien entre nos deux Pays, signé le 19 février 1968, j'ai l'honneur de vous proposer que, en ce qui concerne la route italienne qui figure dans l'Annexe à l'Accord, l'escale d'Accra puisse être desservie soit comme escale intermédiaire, soit comme escale au delà. Dans ce dernier cas il n'y aura pas fixation de quota.

Mais quand Accra sera desservie comme point intermédiaire les quotas seront les suivants:

Abidjan-Accra: 50 passagers par vol non cumulables.

Accra-Abidjan: 50 passagers par vol non cumulables.

J'ai l'honneur de vous proposer aussi, en prévision des exigences opérationnelles de l'entreprise italienne désignée, que soit admis ultérieurement l'exploitation de la route suivante:

Points en Italie-Abidjan-Monrovia et vice versa (sans fixation de quota entre Abidjan et Monrovia) en lieu et place de la route italienne figurant à l'Annexe à l'Accord aérien italo-ivoirien.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement ivoirien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement ivoirien est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

A. KACOU

MEMORANDUM RELATIF A L'ACCORD AERIEN ENTRE L'ITALIE ET LA COTE D'IVOIRE

1) En ce qui concerne la question du quota de passagers fixé à l'Accord aérien et aux documents s'y référant, les deux Parties conviennent que les limitations ci-dessus ne seront pas applicables aussi longtemps que l'accord de pool sera en vigueur entre les deux entreprises désignées.

2) Au cas où cette collaboration serait suspendue et pour une période provisoire de six mois et/ou jusqu'à ce qu'un nouvel accord entre les entreprises désignées soit conclu, il est convenu que chaque entreprise désignée aura le droit de transporter par semaine sur les services agréés un nombre de passagers correspondant à la moyenne hebdomadaire de l'année précédente et en tous les cas non inférieur au quota fixé comme ci-dessus.

Abidjan, le 19 février 1968.

*Pour le Gouvernement
de la République italienne*

S. E. M. VINCENZO BOLASCO

Ambassadeur de la République
italienne

*Pour le Gouvernement
de la République de Côte d'Ivoire*

M. A. KACOU

*Ministre des travaux publics
et des transports*

AIR TRANSPORT AGREEMENT
between the Government of the Italian Republic and
the Government of the Republic of the Philippines

The Government of the Italian Republic and the Government of the Republic of the Philippines, hereinafter described as the Contracting Parties,

Being parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the 7th day of December, 1944, and

Desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing and operating air services between and beyond the territories of Italy and of the Philippines,

Agree as follows:

ARTICLE I.

For the purpose of the present Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) the term « aeronautical authorities » means, in the case of the Italian Republic, the Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Direzione Generale Aviazione Civile and/or any person or body authorized to perform any functions exercised at present by the said Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Direzione Generale Aviazione Civile or similar functions, and, in the case of the Republic of the Philippines, the Civil Aeronautics Board and/or any person or body authorized to perform any functions exercised at present by the said Civil Aeronautics Board or similar functions;

(b) the term « designated airline » means an airline which one Contracting Party shall have designated, by written notification to the other Contracting Party, in accordance with Article III of the present Agreement, for operation of air services on the routes specified in the Annex thereto;

(c) the term « territory » in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty, suzerainty, protection, trusteeship or administration of that State;

(d) the term « the Convention » means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or Convention under Articles 90 and 94 thereof;

(e) the terms « air services », « international air service », « airline » and « stop for non-traffic purposes » have the meaning respectively assigned to them in Article 96 of the Convention.

ARTICLE II.

(1) Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in the present Agreement for the purpose of establishing air services specified in the Annex to this Agreement.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(2) Subject to the provisions of the present Agreement, the airline designated by each Contracting Party shall enjoy, while operating an agreed service on a specified route, the following privileges:

(a) to fly without landing across the territory of the other Contracting Party;

(b) to make stops in the said territory for non-traffic purposes; and

(c) to make stops in the said territory at the points specified for that route in the Annex to the present Agreement for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined for other points so specified.

(3) Nothing in paragraph (2) of this Article shall be deemed to confer on the airline of one Contracting Party the privilege of taking up, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo or mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

ARTICLE III.

(1) Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party an airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes;

(2) On receipt of the designation, the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs (3) and (4) of this Article, without delay grant to the airline designated the appropriate operating authorization.

(3) The aeronautical authorities of one Contracting Party may require the airline designated by the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally and reasonably applied by them in a manner not inconsistent with the provisions of the Convention to the operation of international commercial air services.

(4) Each Contracting Party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline and to withhold or revoke the grant to an airline of the privileges specified in paragraph (2) of this Article or to impose such conditions as it may deem necessary in the exercise by an airline of those privileges in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in nationals of the Contracting Party designating the airline.

(5) Subject to the provisions of Article VII of the present Agreement, and to the statutory powers of the aeronautical authorities of the Contracting Parties, at any time after the provisions of paragraphs (1), (2) and (3) of this Article have been complied with, the airline so designated and authorized may begin to operate the agreed services.

(6) Each Contracting Party shall have the right to suspend the exercise by the designated airline of the privileges specified in paragraph (2) of this Article or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by such airline of those privileges in any case where the airline fails to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting those privileges or otherwise fails to operate in accordance with

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

the conditions prescribed in the present Agreement: provided that, unless immediate suspension or imposition of conditions is essential to prevent further infringements of laws or regulations, this right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

ARTICLE IV.

(1) Aircraft operated on international services by the designated airline of either Contracting Party, as well as their regular equipment, supplies of fuels and lubricants, and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board such aircraft shall be exempt from all customs duties, inspection fees and other duties or taxes in the territory of the other Contracting Party, even though such supplies be used or consumed on flights over that territory. Goods so exempted may only be unloaded with the approval of customs authorities of the other Contracting Party.

(2) There shall also be exempt from the same customs duties, inspection fees and other duties or taxes:

(a) Spare parts, regular equipment and aircraft stores taken on board in the territory of either Contracting Party, within limits fixed by the authorities of said Contracting Party, and intended solely for use on board aircraft engaged in an international air service of the other Contracting Party;

(b) Fuel and lubricating oils, spare parts and regular equipment entered into the territory of either Contracting Party and intended solely for use by aircraft used on international air services by the designated airline of the other Contracting Party;

(c) Fuel and lubricants taken on board in the territory of either Contracting Party and destined to supply aircraft operated on international air services by the designated airline of the other Contracting Party, even when these supplies are to be used on the part of the journey performed over that territory.

(3) The supplies enjoying the exemptions provided for in the above paragraphs shall not be used for purposes other than the above-mentioned international air services. Where such supplies cannot be used or consumed, they shall be re-exported unless their entry into the market of the Contracting Party concerned is granted in accordance with the laws and regulations in force in the territory of that Contracting Party. Up to such time as they are used or otherwise disposed of, they shall be kept under Customs supervision and control.

(4) The exemptions stated in this Article may be subject to compliance with particular formalities normally applicable in the territory of the Contracting Party granting the exemptions and do not relate to charges collected for services rendered.

ARTICLE V.

Each designated airline is authorized on a reciprocal basis to maintain in the territory of the other Contracting Party its own technical and administrative personnel, for the purpose of operating the agreed services, without prejudice to the national regulations of the respective Contracting Parties.

ARTICLE VI.

Either Contracting Party undertakes to grant the other Party free transfer, in United States dollars at the rate of exchange in the official market at the time of remittance, of the excess of receipts over expenditure achieved on its territory in connection with the carriage of passengers, baggage, mail shipments and freight by the designated airline of the other Party. Wherever the payments system between the Contracting Parties is governed by a special agreement, said agreement shall apply.

ARTICLE VII.

(1) The laws and regulations of one Contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft engaged in international air services, or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall be applied to the aircraft of the airline designated by the other Contracting Party, and shall be complied with by such aircraft upon entering or departing from or while within the territory of the first party.

(2) The laws and regulations of one Contracting Party as to the admission to or departure from its territory of passengers, crew, or cargo of aircraft, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, passports, customs, and quarantine shall be complied with upon entrance into or departure from, or while within the territory of the first party.

ARTICLE VIII.

(1) The tariffs to be charged by the airline of one Contracting Party for carriage to or from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, and the tariffs of other airlines.

(2) The tariffs referred to in paragraph (1) of this Article shall, if possible, be agreed by the designated airline concerned of both Contracting Parties, in consultation, where it is deemed suitable, with other airlines operating, over the whole or part of the route, and such agreement shall be reached through the rate-fixing machinery of the International Air Transport Association.

(3) The tariffs so agreed shall be submitted for the approval of the aeronautical authorities of the Contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction; in special cases, this time limit may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

(4) If the designated airlines cannot agree on any of these tariffs, or if for some other reason a tariff cannot be fixed in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Article, or if during the first 15 days of the 30 days' period referred to in paragraph (3) of this Article one Contracting Party gives the other Contracting Party notice of its dissatisfaction with any tariff agreed in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Article, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall try to determine the tariff by agreement between themselves.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(5) If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph (3) of this Article and on the determination of any tariff under paragraph (4), the dispute shall be settled in accordance with the provisions of Article XI of the present Agreement.

(6) Subject to the provisions of paragraph (3) of this Article, no tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either Contracting Party have not approved it.

(7) The tariffs established in accordance with the provisions of this Article shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article.

ARTICLE IX.

In a spirit of close cooperation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of the present agreement and the Annex thereto.

ARTICLE X.

Certificate of airworthiness, certificates of competency and licenses issued or rendered valid by one Contracting Party shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the routes and services described in the Annex to this Agreement. Each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licenses granted to its own nationals or rendered valid by another State.

ARTICLE XI.

(1) If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation between themselves.

(2) If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation the dispute shall be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be named by each Contracting Party and the third to be agreed upon by the two arbitrators so chosen, provided that such third arbitrator shall not be a national of either Contracting Party. Each of the Contracting Parties shall designate an arbitrator within two months of the date of delivery by either Party to the other Party of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be agreed upon within one month after such period of two months. If either Contracting Party fails to designate its arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not agreed, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In such case, the third arbitrator shall be a national of a third State and shall act as President of the arbitral body.

(3) The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph (2) of this Article.

ARTICLE XII.

(1) If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify the terms of the present Agreement, it may request consultation with the other Contracting Party. Such consultation, which shall be between aeronautical authorities and which may be through discussion or by correspondence, shall begin within a period of sixty (60) days of the date of the request. Any modifications so agreed shall come into force when they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

(2) Modifications to routes may be made by direct agreement between the competent aeronautical authorities of the Contracting Parties.

ARTICLE XIII.

The present Agreement and any modifications thereto in accordance with Article XII above, shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XIV.

Either Contracting Party may at any time give notice to the other Contracting Party of its decision to terminate the present Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. In such case the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgment of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XV.

The present Agreement shall enter into force and effect on the date of the exchange of the diplomatic notes, indicating that the formalities required by each Contracting Party have been accomplished.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate in the English language at Manila, Philippines, this 25 day of January, 1969.

*For the Government
of the Italian Republic*

SANTINI

*For the Government
of the Republic of the Philippines*

BISNAR

ANNEX

I. In order to develop the air transport services along the routes or sections thereof specified in the schedule made part II of this Annex, for the purpose of achieving and maintaining equilibrium between the capacity of the specified air services and the requirements of the public for air transportation, as determined by the aeronautical authorities of the Contracting Parties, it is agreed that:

a) The designated airline of each Contracting Party shall enjoy fair and equal opportunity for the operation of air services for the carriage of traffic between the territories of the two parties;

b) In the operation by the designated airline of either Contracting Party of the specified air services, the interests of the airline of the other Contracting Party shall be taken into consideration so as not to affect unduly the services which the latter provide on all or part of the same route;

c) The air transport service offered by the designated airline of each Contracting Party on different sections of the specified air routes or sections thereof shall bear a close relationship to the needs of the public for air transport and to the traffic interests of the airlines concerned as provided in this Agreement;

d) The services provided by a designated airline under this Agreement shall retain, as their primary objective, the provision of capacity adequate to the traffic demands between the country of which such airline is a national and the country of ultimate destination of the traffic, and the right of the designated airline of either Contracting Party to embark and to disembark, at points in the territory of the other Contracting Party, international traffic destined for or coming from third countries on the specified air routes shall be applied in accordance with the general principles of orderly development to which both Contracting Parties subscribe and shall be subject to the general principle that capacity shall be related:

1) to the requirements of the traffic between the country of origin of the air service and destinations on the specified air routes;

2) to the requirements of through airline operations;

3) to the air transport needs of the area through which the airline passes; and

4) to the adequacy of other air transport services established by airlines of the States concerned between their respective territories.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

II. SCHEDULE OF ROUTES

A. Routes to be serviced by the designated airline of the Italian Republic in both directions:

Point of departure	Intermediate points	Terminal point	Points « beyond »
Points in Italy	Athens Beirut Tel-Aviv Cairo Teheran Karachi One point in India One point in Ceylon Rangoon Bangkok Saigon	Manila	Tokyo Sydney

B. Routes to be served by the designated airline of the Republic of the Philippines in both directions:

Point of departure	Intermediate points	Terminal point	Points « beyond »
Points in the Philippines	One point in Vietnam Bangkok Rangoon Karachi One point in India Tel-Aviv Teheran Beirut Cairo Athens	Rome	Madrid Amsterdam London Either one in Germany or Paris

III. a) Except for points of departure, points on the route may, at the option of the designated airline(s), be omitted on any or all flights.

b) The designated airlines may terminate any or all of their services in the territory of the other Contracting Party or in any other point on the specified routes.

ACCORDO

tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Sierra Leone per servizi aerei fra ed oltre i loro rispettivi territori

Il Governo d'Italia ed il Governo della Sierra Leone d'ora innanzi denominati « Parti Contraenti », essendo Parti della Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e desiderando concludere un Accordo al fine di istituire servizi aerei tra i rispettivi territori hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente Accordo, a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « la Convenzione » significa la Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli Annessi adottati ai sensi dell'Articolo 90 della Convenzione ed ogni emendamento degli Annessi o della Convenzione ai sensi degli Articoli 90 e 94;

2) il termine « Autorità Aeronautiche » significa, nel caso dell'Italia il Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile, Direzione Generale dell'Aviazione Civile, e, nel caso della Sierra Leone, il Ministro responsabile per il Ministero dei Trasporti e Comunicazioni, ed, in entrambi i casi, ogni altra persona od Ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette Autorità;

3) il termine « impresa designata » significa un'impresa che una Parte Contraente avrà designato, mediante notifica scritta all'altra Parte Contraente, a norma dell'Articolo III del presente Accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate in tale notifica;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per scopi non di traffico », hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito negli Articoli 2 e 96 della Convenzione;

5) i termini « equipaggiamento aereo », « provviste di bordo » e « parti di ricambio » hanno il significato rispettivamente loro assegnato nell'Annesso 9 della Convenzione.

ARTICOLO II.

1. Ciascuna Parte Contraente concede all'altra Parte Contraente i diritti specificati nel presente Accordo al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato al presente Accordo (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). I servizi con-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

venuti possono essere iniziati immediatamente o in un secondo momento, dopo che si sia adempiuto alle disposizioni dell'Articolo III del presente Accordo.

2. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente Accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte Contraente godrà dei seguenti diritti:

- a) di attraversare senza scalo il territorio dell'altra Parte Contraente;
- b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente per scopi non di traffico; e
- c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente nei punti specificati per tale rotta nell'Annesso al presente Accordo, allo scopo di sbarcare o imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio della prima Parte Contraente o di un terzo Paese.

3. Nulla del paragrafo 2 di questo Articolo sarà inteso conferire alla impresa di una Parte Contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte Contraente, passeggeri, merci e posta trasportati contro pagamento o sotto forma di noleggio e destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte Contraente.

4. Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte Contraente, relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea intercontinentale, o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili e ai servizi convenuti dell'impresa designata dall'altra Parte Contraente.

ARTICOLO III.

1. Ciascuna Parte Contraente ha il diritto di designare per iscritto — a mezzo delle proprie Autorità Aeronautiche — all'altra Parte Contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. Ricevuta la designazione, la Parte Contraente deve — per mezzo delle proprie Autorità Aeronautiche e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di questo Articolo — concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. Le Autorità Aeronautiche di una Parte Contraente possono richiedere all'impresa designata dall'altra Parte Contraente di fornire loro la dimostrazione soddisfacente che essa è in grado di osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola alla attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali e commerciali.

4. Ciascuna Parte Contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare a un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 dell'articolo II del presente Accordo, o d'imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio da parte di una impresa dei diritti anzidetti, nel caso in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa sono nelle mani della Parte Contraente o in quello di cittadini della Parte Contraente che ha designato l'impresa.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5. L'impresa così designata e autorizzata può cominciare a esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'Articolo VII del presente Accordo.

6. Ciascuna Parte Contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio ovvero d'imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nei casi in cui l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte che concede quei diritti nei casi in cui, a giudizio della prima Parte, risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'Accordo, sono stati concessi i diritti. Tale azione sarà adottata soltanto dopo consultazione tra le due Parti Contraenti e tale consultazione avrà inizio entro il termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

ARTICOLO IV.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi, ed ancora in vigore, da una delle Parti Contraenti, saranno, durante il periodo della loro validità, riconosciuti dall'altra Parte Contraente.

Ciascuna Parte Contraente si riserva, tuttavia, il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione sul proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte Contraente e da un terzo Stato.

ARTICOLO V.

1. Gli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente, impiegati nei servizi convenuti, sono ammessi allo scalo nel territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da altri diritti o tasse.

2. I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti sugli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte Contraente, in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro diritto o tassa. Detti materiali non possono essere sbarcati senza consenso delle Autorità doganali di detta ultima Parte Contraente.

3. I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte Contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili della impresa designata dall'altra Parte Contraente, impiegati nell'esercizio dei servizi convenuti, sono esenti dai dazi doganali, spese di ispezione e da qualsiasi altro gravame doganale e fiscale.

4. I carburanti e gli olii lubrificanti che gli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte Contraente, sono esenti da diritti doganali, spese di ispezione ed altri diritti o tasse federali nazionali o locali anche se usati o consumati nel corso dei voli al di sopra del detto territorio. Uguale esenzione è accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti Autorità dell'altra Parte Contraente;

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5. I materiali che beneficiano delle agevolazioni indicate nei paragrafi precedenti non possono essere utilizzati per usi diversi dai servizi di volo. Nel caso in cui tali materiali non possono essere usati o consumati essi debbono essere riesportati, a meno che non se ne sia permesso il trasferimento ad altra impresa aerea ovvero la loro disponibilità non sia concessa secondo le norme in vigore nel territorio dell'altra Parte Contraente interessata. In attesa del loro uso o diversa destinazione debbono rimanere sotto controllo e supervisione doganale.

6. Le esenzioni previste dal presente Articolo possono essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente applicate nel territorio della Parte Contraente che deve accordarle, e non vanno riferite ai diritti percepiti come corrispettivi di servizi resi.

ARTICOLO VI.

1. Le imprese designate di ciascuna Parte Contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori e oltre.

2. Nell'esercizio dei servizi convenuti, l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente terrà in debita considerazione gli interessi dell'impresa designata dall'altra Parte Contraente in modo da non interferire indebitamente sui servizi che questa ultima esercisce sulle rotte specificate o su settori di esse.

3. I servizi convenuti operati dalla impresa designata di ciascuna Parte Contraente saranno ragionevolmente correlati alle necessità del pubblico per il trasporto sulle rotte specificate ed avranno come loro obiettivo principale l'offerta, ad un ragionevole fattore di carico, di una capacità adeguata a trasportare le attuali e ragionevolmente prevedibili necessità del traffico di passeggeri, merci e posta provenienti dal o destinata nel territorio della Parte Contraente che ha designato l'impresa. Quanto previsto per il trasporto di passeggeri, merci e posta sia imbarcato che sbarcato lungo le rotte specificate nei territori degli Stati diversi da quello che ha designato l'impresa sarà attuato in conformità al principio generale secondo cui la capacità dovrebbe essere correlata:

a) alle necessità del traffico da e per il territorio della Parte Contraente che ha designato l'impresa;

b) alle necessità del traffico esistente nell'area attraverso la quale le imprese passano, tenuto conto di altri servizi di trasporto eserciti dalle compagnie aeree degli Stati compresi nell'area, e

c) alle necessità delle operazioni aeree a lungo percorso.

4. Si concorda che l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente avrà in ogni caso il diritto di operare un minimo di due (2) servizi settimanali sulle rotte specificate.

5. Gli orari dei servizi debbono essere sottoposti all'approvazione delle Autorità Aeronautiche almeno sessanta (60) giorni prima della data della loro entrata in vigore.

ARTICOLO VII.

1. Le tariffe da applicarsi su ciascuno dei servizi convenuti debbono essere stabilite in misura ragionevole, prendendo in debita considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *comfort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe devono essere determinate in conformità delle seguenti disposizioni del presente Articolo.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente Articolo devono essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese operanti sull'intera rotta o su una parte di essa). E tale accordo deve essere raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dalla Associazione per il Trasporto Aereo Internazionale (IATA).

3. Tutte le tariffe così concordate devono essere sottoposte per l'approvazione alle Autorità Aeronautiche di entrambe le Parti Contraenti almeno 30 giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le Autorità Aeronautiche concordano in questo senso.

4. Se le imprese designate non concordano una di queste tariffe o se per qualche altra ragione una tariffa non può essere fissata in base a quanto previsto nel paragrafo 2 di questo Articolo o se durante i primi quindici (15) giorni del periodo di trenta (30) giorni di cui al paragrafo 3 di questo Articolo una Parte Contraente notifica all'altra Parte Contraente di non essere soddisfatta in merito ad una qualunque delle tariffe concordate in base a quanto previsto nel paragrafo 2 di questo Articolo, le Autorità Aeronautiche delle Parti Contraenti cercheranno di determinare la tariffa d'accordo fra di loro.

5. Qualora le Autorità Aeronautiche non concordino nell'approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, secondo quanto è previsto nel paragrafo 3 del presente Articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, secondo quanto è previsto nel paragrafo 4, la controversia deve essere regolata in conformità delle disposizioni dell'Articolo X del presente Accordo.

6. a) Nessuna tariffa può entrare in vigore se le Autorità Aeronautiche dell'una o dell'altra Parte Contraente non la ritengano di proprio gradimento, a meno che non ricorra il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'Articolo X del presente Accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente Articolo, le tariffe debbono rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità con le disposizioni del presente Articolo.

ARTICOLO VIII.

Ciascuna Parte Contraente concede all'impresa designata dell'altra Parte Contraente il diritto di trasferire liberamente in moneta convertibile, al tasso ufficiale di cambio l'eccedenza degli introiti, sulle spese, percepiti da quella impresa nel suo territorio per il trasporto di passeggeri, posta e merci.

ARTICOLO IX.

Se una delle Parti Contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente Accordo, potrà richiedere consultazioni tra le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti e le suddette consulta-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

zioni dovranno avere inizio entro sessanta (60) giorni dalla data della richiesta.

Se le Autorità Aeronautiche si accorderanno circa la modifica del presente Accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata mediante uno Scambio di note Diplomatiche.

ARTICOLO X.

1. Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti Contraenti relative all'interpretazione o applicazione del presente Accordo, le Parti Contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati tra di loro.

2. Se le Parti Contraenti non riescono a raggiungere un Accordo mediante i negoziati,

a) esse possono convenire di definire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o a qualsiasi persona od ente; oppure,

b) su richiesta di una Parte Contraente, la decisione della controversia può essere deferita a un tribunale di tre arbitri, dei quali uno sarà nominato da una Parte Contraente, un altro dall'altra Parte Contraente e il terzo dai due arbitri così designati. Ciascuna Parte Contraente nominerà un arbitro entro un periodo di 60 giorni dalla ricezione di una Nota Diplomatica dell'altra Parte Contraente contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato ed il terzo arbitro sarà designato nel successivo periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra Parte Contraente omette di nominare il suo arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non è designato nel periodo specificato, l'una o l'altra Parte Contraente può chiedere al Presidente del Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (O.A.C.I.) di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri.

In tale caso, il terzo arbitro deve essere cittadino di un terzo Stato e agire come Presidente del tribunale arbitrale.

3. Le Parti Contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente Articolo.

4. Se e sino a quando ciascuna Parte Contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente non si attenga alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente Articolo, l'altra Parte Contraente può limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che essa abbia concesso in base al presente Accordo all'altra Parte Contraente che si trovi in difetto o all'impresa designata di quella Parte Contraente.

5. Ciascuna Parte Contraente sarà responsabile del costo dell'arbitro da essa designato e del personale aggiuntivo fornito ed entrambe le Parti Contraenti si divideranno in parti uguali tali spese addizionali relative alle attività del tribunale incluse quelle relative al Presidente.

ARTICOLO XI.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti Contraenti aderiscono, il presente Accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

ARTICOLO XII.

Ciascuna Parte Contraente può in ogni momento comunicare all'altra Parte Contraente il proprio desiderio di porre termine al presente Accordo. Tale comunicazione sarà inviata simultaneamente all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI). Nel caso in cui tale comunicazione venga inviata, il presente Accordo avrà termine dodici (12) mesi dopo la data nella quale sia stata ricevuta tale comunicazione dall'altra Parte Contraente, a meno che la comunicazione venga ritirata di comune accordo prima della scadenza di tale periodo. In mancanza di accuse di ricezione dell'altra Parte Contraente, la comunicazione si riterrà ricevuta quindici (15) giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XIII.

Il presente Accordo ed ogni emendamento allo stesso, compreso ogni Scambio di Note, verrà registrato presso il Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XIV.

Il presente Accordo entrerà in vigore quindici (15) giorni dopo la data dello scambio degli strumenti di ratifica.

Fatto a Roma il 6 Maggio 1970 in doppio originale nelle lingue italiana ed inglese entrambi i testi essendo egualmente autentici.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo ed hanno apposto ad esso i loro sigilli.

*Per il Governo
della Repubblica Italiana*

SANTINI.

*Per il Governo
della Sierra Leone*

SEMBU-FORNA.

ANNESSO.

TABELLA DELLE ROTTE

Rotta operabile da parte dell'impresa designata dall'Italia.

Punti in Italia — via punti intermedi — Freetown — due punti oltre Freetown in Africa Occidentale.

Rotta operabile da parte dell'impresa designata dalla Sierra Leone.

Punti nella Sierra Leone — via punti intermedi — Roma — due punti oltre Roma nell'Europa Occidentale.

Nota. — Ciascuna impresa designata avrà il diritto di esercitare le summenzionate rotte con pieni diritti di traffico, utilizzando apparecchi DC 8, VC 10 o aeromobili equivalenti.

ACCORDO AEREO
fra il Governo della Repubblica Italiana
ed il Governo del Regno dell'Arabia Saudita

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo dell'Arabia Saudita (d'ora innanzi denominati « Parti Contraenti »), avendo ratificato la Convenzione sull'Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e desiderando concludere un Accordo al fine di istituire regolari servizi aerei fra i rispettivi territori e oltre, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente accordo a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « La Convenzione » significa la Convenzione sull'Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e comprende tutti gli allegati adottati ai sensi dell'Articolo 90 di detta Convenzione e ogni emendamento degli allegati o della Convenzione ai sensi degli Articoli 90 e 94 di questa, qualora tali allegati ed emendamenti siano adottati dalle Parti Contraenti;

2) il termine « Autorità Aeronautiche » significa nel caso del Regno dell'Arabia Saudita il « Directorate General of Civil Aviation » e nel caso dell'Italia il « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione civile - Direzione Generale dell'Aviazione civile » ed, in entrambi i casi, ogni persona o Ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette Autorità;

3) il termine « impresa designata » significa l'impresa che una Parte Contraente avrà designato, mediante notifica scritta all'altra Parte Contraente, a norma dell'Articolo III del presente Accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate in tale notifica;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizi aerei internazionali » e « scalo per scopi non di traffico » avranno i significati che sono rispettivamente ad essi attribuiti negli Articoli 2 e 96 della Convenzione.

ARTICOLO II.

1. Ciascuna Parte Contraente concede all'altra Parte Contraente i diritti specificati nel presente Accordo al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate nell'Allegato al presente Accordo (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). L'Allegato al presente Accordo sarà considerato parte dell'Accordo e ogni riferimento all'« Accordo » sarà inteso come riferimento anche all'Allegato

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ad eccezione di quanto sia altrimenti espressamente previsto. I servizi convenuti possono essere iniziati immediatamente o in data successiva, fatte salve le disposizioni dell'Articolo III del presente Accordo.

2. Subordinatamente alle disposizioni del presente Accordo, l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente godrà dei seguenti diritti:

a) di attraversare senza scalo il territorio dell'altra Parte Contraente;

b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente per scopi non di traffico;

c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente, allo scopo di sbarcare ed imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio dell'altra Parte Contraente o ad un terzo Paese.

3. Nessuna disposizione del Paragrafo 2 di questo Articolo dovrà essere interpretata come intesa a conferire all'impresa di una Parte Contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte Contraente, passeggeri, merci e posta destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte Contraente.

4. Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte Contraente relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea internazionale o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili e ai servizi convenuti dell'impresa designata dell'altra Parte Contraente.

ARTICOLO III.

1. Ciascuna Parte Contraente ha il diritto di designare per iscritto — per il tramite delle proprie Autorità aeronautiche — all'altra Parte Contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. Ricevuta la designazione, l'altra Parte Contraente, attraverso le proprie Autorità aeronautiche, e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei Paragrafi 3 e 4 del presente Articolo, concederà senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. Le Autorità aeronautiche di una Parte Contraente possono richiedere all'impresa designata dell'altra Parte Contraente di fornire la dimostrazione di essere in possesso dei requisiti necessari per osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola all'attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali commerciali.

4. Ciascuna Parte Contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare ad un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 dell'Articolo II del presente Accordo o di imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio da parte di un'impresa dei diritti anzidetti, nel caso in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa siano nelle mani della Parte Contraente o in quelle di cittadini della Parte Contraente che ha designato l'impresa.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5. L'impresa così designata ed autorizzata può cominciare a esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'Articolo VIII.

6. Ciascuna Parte Contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio o di imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nel caso che l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi o dei regolamenti della Parte Contraente che concede quei diritti, e nel caso che a giudizio della prima Parte risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali sono stati concessi i diritti in base al presente Accordo. Tale azione sarà adottata solo previa consultazione fra le Parti Contraenti e tale consultazione avrà inizio entro un periodo di 60 giorni dalla data della richiesta.

ARTICOLO IV.

I certificati di navigabilità aerea, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una delle Parti Contraenti e ancora in corso di validità saranno riconosciuti validi dall'altra Parte Contraente.

Ciascuna Parte Contraente si riserva tuttavia il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione aerea sul proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte Contraente o da un terzo Stato.

ARTICOLO V.

1. Gli aeromobili dell'impresa designata da una Parte Contraente, impiegati nei servizi convenuti, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte Contraente, in esenzione di dazi doganali e di diritti d'ingresso.

2. Il carburante, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo trattenute a bordo dell'aeromobile dell'impresa designata da una Parte Contraente per l'esercizio dei servizi convenuti, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione di dazi doganali o di altri simili gravami, anche quando gli indicati materiali siano consumati o usati dagli aeromobili stessi nel corso dei voli al di sopra di detto territorio. I materiali di cui sopra non possono essere sbarcati senza il consenso delle Autorità doganali dell'altra Parte Contraente.

3. Il carburante, gli olii lubrificanti, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte Contraente per esclusivo uso degli aeromobili dell'impresa designata dall'altra Parte Contraente nell'esercizio dei servizi aerei convenuti, sono esenti dai dazi doganali o da altri simili gravami.

4. Il carburante, gli olii lubrificanti che gli aeromobili dell'impresa designata di una Parte Contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte Contraente sono esenti da ogni dazio doganale e da ogni gravame fiscale. La stessa esenzione è concessa alle parti di ricambio e alle dotazioni normali di bordo entro i limiti e le condizioni stabilite dalle competenti Autorità dell'altra Parte Contraente.

5. I materiali che, in base a quanto previsto nei precedenti Paragrafi godano di esenzioni doganali e fiscali, non possono essere usati per altri

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

scopi che non siano inerenti al servizio del volo e devono essere riesportati nel caso essi non possano essere usati, a meno che la loro nazionalizzazione sia permessa in base ai regolamenti in vigore nel territorio della Parte Contraente interessata. In attesa del loro uso e della loro destinazione essi devono rimanere sotto il controllo delle Autorità doganali.

6. Tutte le esenzioni previste nel presente Articolo possono essere subordinate all'adempimento delle formalità normalmente in vigore nel territorio della Parte Contraente che concede tali esenzioni e non si riferiscono ai diritti derivanti da servizi resi.

ARTICOLO VI.

Le imprese designate di ciascuna Parte Contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori ed oltre.

Nell'esercizio dei servizi convenuti, l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente terrà in considerazione gli interessi dell'impresa designata dell'altra Parte Contraente in modo da non interferire indebitamente sui servizi che questa ultima esercisce sulle rotte specificate o su parti di esse.

ARTICOLO VII.

1. L'impresa designata da ciascuna Parte Contraente allo scopo di operare i servizi convenuti offrirà una capacità idonea a soddisfare le attuali e ragionevolmente prevedibili esigenze dell'esercizio internazionale di questi servizi.

2. Le Autorità aeronautiche delle due Parti Contraenti si accorderanno per le applicazioni pratiche dei principi enunciati al Paragrafo 1.

3. Gli accordi così raggiunti rimarranno in vigore finché non saranno concordati nuovi accordi fra le Autorità aeronautiche sia attraverso consultazioni dirette sia attraverso l'approvazione di intese raggiunte dalle imprese designate.

4. Gli orari dei servizi devono essere sottoposti all'approvazione delle Autorità aeronautiche non meno di 60 giorni prima della data della loro entrata in vigore.

ARTICOLO VIII.

1. Le tariffe da applicarsi ai servizi convenuti debbono essere stabilite in misura ragionevole, tenendo in debita considerazione tutti i fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *confort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe devono essere determinate in conformità alle seguenti disposizioni del presente Articolo.

2. Le tariffe di cui al Paragrafo 1 del presente Articolo devono essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese ope-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ranti sull'intera rotta o su parte di essa). Tale accordo deve esser raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di determinazione delle tariffe dall'Associazione per il Trasporto Aereo Internazionale (IATA).

3. Tutte le tariffe così concordate devono essere sottoposte per l'approvazione alle Autorità aeronautiche di entrambe le Parti Contraenti almeno 30 giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le Autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. In caso di disaccordo tra le imprese designate per quanto riguarda le tariffe, le Autorità aeronautiche delle Parti Contraenti cercheranno esse stesse di determinarle fra di loro.

5. Qualora le Autorità aeronautiche non riescano ad accordarsi sulla approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, in base al paragrafo 3 del presente Articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, in base al paragrafo 4, la controversia deve essere risolta in conformità alle disposizioni dell'Articolo XI del presente Accordo.

6. a) Nessuna tariffa entrerà in vigore se le Autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte Contraente non la ritengano di proprio gradimento, fatte salve le disposizioni del Paragrafo 3 dell'Articolo XI del presente Accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente Articolo, le tariffe debbono rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità delle disposizioni del presente Articolo.

ARTICOLO IX.

Ciascuna Parte Contraente concede all'impresa designata dell'altra Parte Contraente il diritto di trasferire liberamente, al tasso ufficiale di cambio, il saldo degli utili eccedenti le spese, percepiti da quella impresa nel territorio dell'altra Parte Contraente, derivante dal trasporto di passeggeri, merci e posta.

ARTICOLO X.

Se una delle Parti Contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente Accordo, potrà richiedere consultazioni tra le Autorità aeronautiche delle due Parti Contraenti, e le suddette consultazioni dovranno avere inizio entro 60 giorni dalla data della richiesta.

Se le Autorità aeronautiche si accorderanno circa la modifica del presente Accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata mediante uno scambio di note diplomatiche.

Modifiche all'Allegato possono essere concordate fra le Autorità aeronautiche delle due Parti Contraenti mediante consultazioni da tenersi entro 60 giorni dalla data della richiesta di una delle Parti Contraenti.

ARTICOLO XI.

1. Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti Contraenti relative all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, le Parti Contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati diretti fra di loro.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Se le Parti Contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante negoziati:

a) esse possono convenire di deferire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o ad altra persona od Ente; oppure:

b) se le Parti Contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante negoziati, la vertenza potrà essere sottoposta, su richiesta di una delle Parti Contraenti, ad un tribunale composto di tre arbitri, uno designato da ciascuna Parte Contraente ed il terzo nominato dagli altri due così designati. Ciascuna delle Parti Contraenti dovrà designare un arbitro entro un periodo di 60 giorni dalla data di ricezione da parte dell'altra Parte Contraente di una nota diplomatica inviata dalla prima Parte richiedente l'arbitrato per la vertenza e il terzo arbitro dovrà essere nominato entro un ulteriore periodo di 60 giorni. Se l'una o l'altra delle Parti Contraenti non designano un arbitro entro il periodo prescritto, o se il terzo arbitro non viene nominato entro il periodo stabilito, il Presidente del Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale potrà, su richiesta di una delle Parti Contraenti, nominare un arbitro o degli arbitri secondo la necessità del caso. In tal caso, il terzo arbitro sarà un cittadino di un terzo Stato riconosciuto da entrambe le Parti Contraenti e potrà agire come presidente del tribunale arbitrale.

3. Le Parti Contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del Paragrafo 2 del presente Articolo.

4. Se, e sino a quando ciascuna Parte Contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente non si atterrà alla decisione presa ai sensi del Paragrafo 2 del presente Articolo, l'altra Parte Contraente potrà limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che essa abbia concesso in base al presente Accordo all'altra Parte Contraente che si trovi in difetto o all'impresa designata di quella Parte Contraente.

ARTICOLO XII

Qualora venga conclusa una Convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti Contraenti aderiscano, il presente Accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale Convenzione.

ARTICOLO XIII.

Ciascuna Parte Contraente può in ogni momento notificare all'altra Parte Contraente il proprio desiderio di porre termine al presente Accordo.

Tale notifica sarà inviata simultaneamente all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

Nel caso in cui tale notifica venga inviata, il presente Accordo avrà termine 12 mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte dell'altra Parte Contraente, a meno che la notifica di dare termine venga ritirata a seguito di accordo prima della scadenza di tale periodo.

In mancanza di accusa di ricezione da parte dell'altra Parte Contraente, la notifica si riterrà ricevuta 15 giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XIV.

Il presente Accordo ed ogni emendamento allo stesso verrà registrato presso il Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XV.

Il presente Accordo è sottoposto a ratifica ed entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

FATTO a Gedda il 13 Ottobre 1971 in doppio originale, nelle lingue italiana, araba ed inglese, tutti tre i testi facenti ugualmente fede, ad eccezione dei casi di dubbio, nei quali casi prevarrà il testo in lingua inglese.

*Per il Governo
della Repubblica Italiana*

LUIGI SABETTA

*Per il Governo
del Regno dell'Arabia Saudita*

MOHAMMED IBRAHIM MASSEUD

ALLEGATO

A) *Tabella delle rotte.*

I

Rotte operabili in entrambe le direzioni da parte dell'impresa designata dell'Arabia Saudita:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti in Italia	Punti « oltre »
Punti in Arabia Saudita	Khartoum	Roma o Milano	Londra Ginevra Francoforte Parigi Madrid un punto in Marocco

II

Rotte operabili in entrambe le direzioni da parte dell'impresa designata dell'Italia:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti in Arabia Saudita	Punti « oltre »
1. Punti in Italia	—	Jeddah	Gibuti Mogadiscio
2. Punti in Italia	—	Dhahran	Nairobi Bangkok Hong Kong Manila Sydney Melbourne

B) Le due imprese designate di entrambe le Parti Contraenti hanno il diritto di operare non più di quattro (4) servizi settimanali sulle sopra menzionate rotte e godranno di pieni diritti di traffico fra tutti i punti indicati al Paragrafo A) di cui sopra.

C) Ciascun punto o punti sulle rotte specificate possono essere omessi, a scelta dell'impresa designata, in uno o in tutti i voli.

AGREEMENT**between the Government of the Kingdom of Saudi Arabia and the Government of the Italian Republic**

The Government of the Kingdom of Saudi Arabia and the Government of Italy (hereinafter referred to as the « Contracting Parties ») having ratified the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the 7th of December 1944, and desiring to conclude an Agreement for the purpose of establishing scheduled air services between their respective territories and beyond have agreed as follows.

ARTICLE I.

For the purpose of the present Agreement unless the context otherwise requires:

1) the term « The Convention » means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on 7th December 1944, and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or the Convention under Articles 90 and 94 thereof if such Annexes and amendments were adopted by the two Contracting Parties;

2) the term « aeronautical authorities » means in the case of the Kingdom of Saudi Arabia, the « Directorate General of Civil Aviation » and in the case of Italy the « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Direzione Generale dell'Aviazione Civile » and in both cases any person or body authorized to perform the functions at present exercised by the above mentioned authorities;

3) the term « designated airline » means the airline which one Contracting Party shall have designated, by written notification to the other Contracting Party, in accordance with Article III of the present Agreement, for the operation of air services on the routes specified in such notification;

4) the terms « territory », « air service », « international air services » and « stop for non-traffic purposes » shall have the meanings respectively assigned to them in Articles 2 and 96 of the Convention.

ARTICLE II.

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in the present Agreement for the purpose of establishing air services on the routes specified in the Annex to the present Agreement (hereinafter respectively referred to as the « agreed services » and the « specified routes »). The Annex to this Agreement shall be deemed to be part of the Agreement and all reference to the « Agreement » shall include reference to the Annex, except where otherwise expressly provided.

The agreed services may be inaugurated immediately or at a later date subject to the provisions of Article III of the present Agreement.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Subject to the provisions of the present Agreement, the designated airline of each Contracting Party shall enjoy the following privileges:

a) to fly without landing across the territory of the other Contracting Party;

b) to land in the territory of the other Contracting Party for non-traffic purposes; and

c) while operating an agreed service on a specified route to make stops in the territory of the other Contracting Party, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined to the territory of the other Contracting Party or of a third Country.

3. Nothing in paragraph 2 of this article shall be deemed to confer on the airline of one Contracting Party the privileges of taking up in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo and mail destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

4. The laws, regulations and instructions of one Contracting Party relating to the entry into or departure from its territory of aircraft or air services operated in international air navigation or to the operation of such aircraft or air services while within its territory shall be applied to the aircraft and agreed services of the designated airline of the other Contracting Party.

ARTICLE III.

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing — through the aeronautical authorities — to the other Contracting Party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of the designation the other Contracting Party, through its aeronautical authorities, and subject to the provisions of paragraph 3 and 4 of this Article, shall grant without delay to the designated airline the appropriate operating authorization.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may request the designated airline of the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations which they normally apply to the activity of air carriers and to the operation of international commercial air services.

4. Each Contracting Party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline or to withhold or revoke the granting to an airline of the privileges specified in paragraph 2 of Article II of the present Agreement or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary on the exercise by an airline of those privileges, in case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party or in nationals of the Contracting Party designating the airline.

5. The airline so designated and authorized may begin to operate the agreed services at any time, subject to the provisions of Article VIII.

6. Each Contracting Party reserves the right to withhold or revoke the operating authorization or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary in case where the designated airline fails to comply with

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

the laws or regulations of the Contracting Party granting those privileges, and where to the judgement of the former Party there is a failure to fulfill the conditions under which the rights are granted by this Agreement. Such action shall be exercised only after consultation between the two Contracting Parties and this consultation shall commence within a period of 60 days from the date of the request.

ARTICLE IV.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued by one Contracting Party or rendered valid and still in force shall be recognized as valid by the other Contracting Party.

Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognise, for the purpose of flying over its own territory, the certificates of competency and licences, granted to its own nationals by the other Contracting Party or by a third Country.

ARTICLE V.

1. The aircraft of the designated airline of a Contracting Party, engaged in the agreed services, are admitted into the territory of the other Contracting Party, free from customs duties and entry charges.

2. Fuel, lubricating oils, aircraft stores, spare parts and normal aircraft equipment retained on board aircraft of the designated airline of a Contracting Party to operate the agreed services, are admitted on the territory of the other Contracting Party exempt from customs duties and other similar charges, even when they are consumed or used by the said aircraft during flights over the said territory. The above items cannot be disembarked without the consent of the customs authorities of the other Contracting Party.

3. Fuel, lubricating oils, spare parts and normal aircraft equipment introduced into the territory of a Contracting Party for the exclusive use of aircraft of the designated airline of the other Contracting Party, operating the agreed air services, are exempt from customs duties and other similar charges.

4. Fuel, lubricating oils, taken on board aircraft of the airline of a Contracting Party in the territory of the other Contracting Party are exempt from any customs duty and fiscal charges. Same exemption is granted to spare parts, normal aircraft equipment, within the limits and conditions set forth by the concerned authorities of the other Contracting Party.

5. The items which, in accordance with the provisions contained in the above paragraphs, enjoy customs and fiscal exemption, cannot be used for purposes other than those relative to the services of the flight and have to be re-exported in the case they cannot be used, unless their nationalization was permitted according to the regulations in force in the territory of the interested Contracting Party. Pending their use and allocation they have to remain under the control of the customs authorities.

6. The exemptions set forth in the present Article may be subject to the fulfillment of the formalities normally in force in the territory of the Contracting Party granting said exemption and shall not be referred to the fees deriving from services rendered.

ARTICLE VI.

There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both Contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories and beyond.

In operating the agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the airline of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provide on the specified routes or part of the same routes.

ARTICLE VII.

1. The airline designated by each Contracting Party for the purpose of operating the agreed services shall provide capacity adequate to meet the current and reasonably anticipated requirements for the international operation of these services.

2. The aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall agree on the practical applications of the principles laid down in the above paragraph 1.

3. The agreements so reached will remain in force until new agreements are agreed upon by the aeronautical authorities either by the means of direct consultations or by approving the agreements reached by the designated airlines.

4. The schedules of the services must be submitted for approval to the aeronautical authorities at least 60 days before the date of their entry into force.

ARTICLE VIII.

1. The tariffs on any agreed service shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and comfort) and where it is deemed suitable the tariffs of other airlines for any part of the specified route. These tariffs shall be fixed in accordance with the following provisions of this Article.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article, shall, if possible, be agreed in respect of each of the specified routes, between the designated airlines (where it is deemed suitable, in consultation with other airlines operating over the whole or part of that route). Such agreement shall be reached through the rate-fixing procedure of the International Air Transport Association (IATA).

3. Any tariffs so agreed shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of both Contracting Parties at least thirty days prior to the proposed date of their introduction. This period may be reduced in special cases if the aeronautical authorities so agree.

4. In the event of disagreement between the designated airlines concerning the tariffs, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine them by agreement between themselves.

5. If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 3 of this article or on the determi-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

nation of any tariff under paragraph 4, the dispute shall be settled in accordance with the provision of Article XI of the present Agreement.

6. a) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either Contracting Party are dissatisfied with it, except under the provisions of paragraph 3 of Article XI of the present Agreement.

b) When tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article, these tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article.

ARTICLE IX.

Each Contracting Party grants to the designated airline of the other Contracting Party the right of free transfer at the official rate of exchange of the excess of the receipts over expenditure earned by that airline in its territory in connection with the carriage of passengers, mail and cargo.

ARTICLE X.

If either of the Contracting Parties considers desirable to modify any provision of the present Agreement, it may request consultation between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties and such consultation shall take place within sixty days from the date of the request.

Should the aeronautical authorities reach an agreement on amendment of the present Agreement, such amendment shall come into force when confirmed by an exchange of diplomatic notes.

Modifications to the Annex may be agreed upon between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties through consultations to be held within sixty days from the date of the request of one of the Contracting Parties.

ARTICLE XI.

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by direct negotiation between themselves.

2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation,

a) They may agree to refer the dispute for decision to an arbitral tribunal appointed by agreement between them or to some other person or body, or

b) If the Contracting Parties fail to reach settlement by negotiation, the dispute may at the request of either Contracting Party be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within the period of sixty days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within the further period of sixty days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In such case, the third arbitrator shall be a national of a third State recognized by both Contracting Parties and shall act as president of the arbitral body.

3. The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.

4. If and so long as either Contracting Party or the designated airline of either Contracting Party fails to comply with the decision given under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges granted by virtue of the present Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline of that Contracting Party.

ARTICLE XII.

In the event of the conclusion of any general multilateral Convention concerning air transport to which both Contracting Parties adhere, the present Agreement shall be amended so as to conform with the provisions of such Convention.

ARTICLE XIII.

Either Contracting Party may at any time give notice to the other if it desires to terminate the present Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization (ICAO). If such notice is given, the present Agreement shall terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fifteen days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization (ICAO).

ARTICLE XIV.

The present Agreement and any amendment to the same shall be registered within the Council of the International Civil Aviation Organization (ICAO).

ARTICLE XV.

The present Agreement shall be subject to ratification and shall enter into force on the date of the exchange of instruments of ratification.

Done at Jeddah this 13th October 1971 in duplicate in the Arabic, Italian and English languages, all the three texts being of equal authenticity, except in the case of doubt, when the English text shall prevail.

*For the Government
of the Kingdom of Saudi Arabia*

MOHAMMED IBRAHIM MASSEUD

*For the Government
of the Italian Republic*

LUIGI SABETTA

ANNEX

A) Routes Schedule

I.

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Saudi Arabia.

Points of departure —	Intermediate points —	Points in Italy —	Points « beyond » —
Points in Saudi Arabia	Khartoum	Rome or Milan	London Geneva Frankfurt Paris Madrid one point in Marocco

II.

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Italy.

Points of departure —	Intermediate points —	Points in Saudi Arabia —	Points « beyond » —
1. Points in Italy	—	Jeddah	Djibuti Mogadishu Nairobi
2. Points in Italy	—	Dhahran	Bangkok Hong Kong Manila Sydney Melbourne

B) The two designated airline of both Contracting Parties shall have the right to operate no more than four (4) weekly services on the above routes and will enjoy full traffic rights between all the points listed in paragraph A) above.

C) Any point or points on the specified routes may, at the option of the designated airline, be omitted on any or all flights.

ACCORDO SUI TRASPORTI AEREI
tra il Governo della Repubblica Italiana
ed il Governo della Repubblica Dominicana

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Dominicana d'ora innanzi denominati « Parti Contraenti », avendo ratificato la Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e desiderando concludere un Accordo al fine di istituire servizi aerei tra i rispettivi territori e oltre, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente Accordo, a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « La Convenzione » significa la Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli Annessi adottati ai sensi dell'articolo 90 di detta Convenzione ed ogni emendamento degli Annessi o della Convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94;

2) il termine « Autorità aeronautiche » significa, nel caso della Repubblica Italiana, Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile, Direzione Generale dell'Aviazione Civile, e, nel caso della Repubblica Dominicana, Presidenza della Repubblica — Giunta dell'Aeronautica Civile ed, in entrambi i casi, ogni altra persona od Ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette Autorità;

3) il termine « impresa designata » significa un'impresa che una Parte Contraente avrà designato, mediante notificazione scritta all'altra Parte Contraente, a norma dell'articolo III del presente Accordo, per l'esercizio di servizi aerei convenuti sulle rotte specificate in tale notificazione;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per scopi non commerciali », hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito negli articoli 2 e 96 della Convenzione.

ARTICOLO II.

1. — Ciascuna Parte Contraente concede all'altra Parte Contraente i diritti specificati nel presente Accordo e nel suo Annesso al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate in detto Annesso (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). I servizi convenuti potranno essere iniziati immediatamente o in un secondo momento, dopo che si sia adempiuto alle disposizioni dell'articolo III del presente Accordo.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. — Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente Accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte Contraente godrà dei seguenti diritti:

- a) di sorvolare il territorio dell'altra Parte Contraente;
- b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente per fini non commerciali; e
- c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte Contraente nei punti specificati per tale rotta nell'Annesso al presente Accordo, allo scopo di sbarcare o imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio della prima Parte Contraente o di un Terzo Paese.

3. — Nessuna delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo potrà essere intesa nel senso di conferire alla impresa di una Parte Contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte Contraente, passeggeri, merci e posta destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte Contraente.

4. — Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte Contraente, relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea internazionale, o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili ed ai servizi convenuti dell'impresa designata dell'altra Parte Contraente.

ARTICOLO III.

1. — Ciascuna Parte Contraente avrà il diritto di designare per iscritto — a mezzo delle proprie Autorità Aeronautiche — all'altra Parte Contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. — Ricevuta la designazione, la Parte Contraente dovrà — per mezzo delle proprie Autorità Aeronautiche e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di questo articolo — concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. — Le Autorità Aeronautiche di una Parte Contraente potranno richiedere all'impresa designata dell'altra Parte Contraente la dimostrazione soddisfacente che essa è in grado di osservare gli obblighi prescritti dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola all'attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali commerciali, in conformità alle disposizioni della Convenzione sull'Aviazione Civile Internazionale (Chicago 1944).

4. — Ciascuna Parte Contraente avrà il diritto di rifiutare, sospendere e revocare le autorizzazioni citate nel paragrafo 2 del presente articolo nel caso in cui non sia convinta che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo dell'impresa designata dall'altra Parte Contraente sono nelle mani della Parte Contraente che ha designato l'impresa o di suoi cittadini.

5. — L'impresa così designata e autorizzata potrà cominciare a operare od esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo VIII.

6. — Ciascuna Parte Contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio ovvero d'imporre quelle appropriate

condizioni che riterrà necessarie nel caso che l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte che concede quei diritti nel caso che, a giudizio della prima Parte, risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'Accordo, sono stati concessi i diritti. Tale azione sarà adottata soltanto dopo consultazione tra le due Parti Contraenti e tale consultazione avrà inizio entro il termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

ARTICOLO IV.

1. — I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una delle Parti Contraenti, saranno riconosciuti dall'altra Parte Contraente per l'esercizio delle rotte definite nell'Annesso. Ciascuna Parte Contraente si riserva comunque il diritto di riconoscere la validità per la circolazione aerea sul proprio territorio dei brevetti di attitudine e delle licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte Contraente o da un terzo Stato.

2. — Entrambe le Parti Contraenti faciliteranno lo scambio o la locazione di aeromobili con o senza equipaggi tra le imprese delle due Parti Contraenti.

ARTICOLO V.

1. — Gli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente, impiegati nei servizi convenuti, saranno ammessi allo scalo nel territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro simile diritto o tassa.

2. — I carburanti, gli oli lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti sugli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente, saranno ammessi nel territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro diritto o tassa simile. Detti materiali non potranno essere sbarcati senza il consenso delle Autorità doganali di detta ultima Parte Contraente.

3. — I carburanti, gli oli lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte Contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili della impresa designata dall'altra Parte Contraente, impiegati nell'esercizio dei servizi convenuti, saranno esenti dai dazi doganali, spese di ispezione e da qualsiasi altro gravame doganale o connesso.

4. — I carburanti e gli oli lubrificanti che gli aeromobili della impresa designata da una Parte Contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte Contraente, saranno esenti da qualsiasi onere doganale o gravame connesso anche per la parte destinata ad essere consultata nel corso dei voli al disopra del detto territorio. Uguale esenzione sarà accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti autorità dell'altra Parte Contraente.

5. — I materiali che beneficiano delle agevolazioni indicate nei paragrafi precedenti non potranno essere utilizzati per usi diversi dai servizi di volo e dovranno essere riesportati in caso di mancato impiego, a meno che non ne sia permessa la cessione ad altra impresa aerea ovvero la nazionaliz-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

zazione secondo le prescrizioni in vigore nel territorio della Parte Contraente interessata. In attesa del loro uso e destinazione dovranno rimanere sotto controllo doganale.

6. — Le esenzioni previste dal presente articolo potranno essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente in vigore nel territorio della Parte Contraente che deve accordarle, e non vanno riferite ai diritti percepiti come corrispettivi di servizi resi.

ARTICOLO VI.

Le imprese designate di ciascuna Parte Contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio e nell'espletamento dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori e oltre.

ARTICOLO VII.

1. — I servizi convenuti eserciti dalle imprese designate delle due Parti Contraenti dovranno essere ragionevolmente correlati alla domanda di traffico per il trasporto aereo sulle rotte specificate e il loro scopo principale sarà di offrire una capacità adeguata alle esigenze del traffico tra il Paese del quale tale impresa ha la nazionalità e il Paese di ultima destinazione del traffico. Il diritto di imbarcare o sbarcare traffico internazionale, in base ai servizi convenuti, destinato o proveniente da terzi Paesi: in un punto o punti delle rotte specificate nell'Annesso del presente Accordo sarà esercitato in conformità ai principi generali di ordinato sviluppo adottati da ambedue i Governi e sarà sottoposto al principio generale che la capacità deve esser correlata a:

a) le esigenze del traffico tra il paese di origine e i paesi di destinazione;

b) le esigenze dei servizi a lungo percorso; e

c) le esigenze del traffico della zona attraverso la quale passa la impresa, tenuto conto dei servizi locali e regionali.

2. — Prima dell'inizio dei servizi convenuti e per le successive variazioni di capacità le Autorità Aeronautiche delle Parti Contraenti si accorderanno sulla pratica applicazione dei principi di cui ai paragrafi precedenti del presente Articolo per l'esercizio dei servizi convenuti da parte delle imprese designate.

3. — Gli orari dei servizi dovranno essere sottoposti all'approvazione delle Autorità Aeronautiche almeno 60. (sessanta) giorni prima della loro entrata in vigore.

ARTICOLO VIII.

1. — Le tariffe da applicarsi sui servizi convenuti dovranno essere stabilite in misura ragionevole, prendendo in considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *comfort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe dovranno essere determinate in conformità con le seguenti disposizioni del presente articolo.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. — Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo dovranno essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese operanti sull'intera rotta o su una parte di essa). Tale accordo deve essere raggiunto, se possibile, attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dalla Associazione per il Trasporto Aereo Internazionale (IATA).

3. — Tutte le tariffe così concordate dovranno essere sottoposte per la approvazione alle Autorità aeronautiche di entrambe le Parti Contraenti almeno 30 (trenta) giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine potrà essere ridotto in casi speciali, se le Autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. — In caso di disaccordo tra le imprese designate per quanto riguarda le tariffe, le Autorità aeronautiche delle Parti Contraenti cercheranno esse stesse di determinarle e fissarle di comune accordo.

5. — Qualora le Autorità aeronautiche non concordino nell'approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, secondo quanto è previsto nel paragrafo 3 del presente articolo o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, secondo quanto è previsto nel paragrafo 4, la controversia dovrà essere regolata in conformità delle disposizioni dell'articolo XII del presente Accordo.

6. — a) Nessuna tariffa potrà entrare in vigore se le Autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte Contraente non la ritengano di proprio gradimento, a meno che non ricorra il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo XII del presente Accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo, le tariffe dovranno rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità con le disposizioni del presente articolo.

ARTICOLO IX.

Ciascuna Parte Contraente si impegna a concedere alla altra Parte Contraente il trasferimento al tasso ufficiale di cambio, in valuta convertibile, del saldo dei redditi realizzati nel proprio territorio relativi al trasporto di passeggeri, bagagli, posta e merci dalla impresa designata dall'altra Parte Contraente, previa autorizzazione delle corrispondenti Autorità bancarie.

Nel caso che il sistema di pagamento tra le Parti Contraenti sia regolato da un accordo speciale, detto accordo speciale sarà applicabile.

ARTICOLO X.

Ciascuna impresa designata sarà autorizzata a mantenere nel territorio dell'altra Parte Contraente proprio personale commerciale, amministrativo e tecnico, necessario all'espletamento dei servizi convenuti, fatta salva in ogni caso l'osservanza delle leggi vigenti in materia di lavoro nel detto territorio.

ARTICOLO XI.

Se una delle Parti Contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente Accordo, potrà richiedere consultazione all'altra Parte Contraente. Tali consultazioni potranno avvenire tra le Autorità Aeronautiche di entrambe le Parti Contraenti verbalmente o per iscritto.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Esse avranno inizio entro 60 (sessanta) giorni dalla data della richiesta. Ogni modifica così concordata entrerà in vigore quando sarà stata confermata mediante scambio di note per via diplomatica, previa osservanza delle norme costituzionali dei rispettivi Paesi. Le modifiche dell'Annesso del presente Accordo potranno farsi mediante intesa diretta tra le Autorità Aeronautiche delle Parti Contraenti confermata con scambio di note per via diplomatica.

ARTICOLO XII.

1. — Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti Contraenti relative all'interpretazione o applicazione del presente Accordo, le Parti Contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati tra di loro.

2. — Se le Parti Contraenti non riusciranno a raggiungere un accordo mediante i negoziati:

a) esse potranno convenire di deferire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o a qualsiasi persona od ente; oppure

b) su richiesta di una Parte Contraente, la decisione della controversia può essere deferita a un tribunale di tre arbitri, dei quali uno sarà nominato da una Parte Contraente, un altro dall'altra Parte Contraente, e il terzo dai due arbitri così designati. Ciascuna Parte Contraente nominerà un arbitro entro un periodo di 60 (sessanta) giorni dalla data di ricezione di una Nota diplomatica dell'altra Parte Contraente contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato e il terzo arbitro sarà designato nel successivo periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra Parte Contraente omette di nominare il suo arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non è designato nel periodo specificato, l'una o l'altra Parte Contraente potrà chiedere al Presidente del Consiglio dell'Organizzazione della Aviazione Civile Internazionale (OACI) di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri. In tal caso, il terzo arbitro dovrà essere cittadino di un terzo Stato o agire come presidente del Tribunale arbitrale.

3. — Le Parti Contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. — Se e sino a quando ciascuna Parte Contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte Contraente non si attenga alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, l'altra Parte Contraente potrà limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che esso abbia concesso in base al presente Accordo all'altra Parte Contraente che si trovi in difetto o alla impresa designata di quella Parte Contraente.

ARTICOLO XIII.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti Contraenti aderiscono, il presente Accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

ARTICOLO XIV.

1. — Ciascuna Parte Contraente potrà ogni momento comunicare alla altra Parte Contraente il proprio desiderio di porre termine al presente Accordo. Tale comunicazione sarà inviata contemporaneamente all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. — Nel caso in cui tale comunicazione venga inviata, il presente Accordo avrà termine 12 (dodici) mesi dopo la data nella quale sia stata ricevuta tale comunicazione dall'altra Parte Contraente, a meno che la comunicazione venga ritirata di comune accordo prima della scadenza in tale periodo.

3. — In mancanza di accusa di ricezione dell'altra Parte Contraente, la comunicazione si riterrà ricevuta 15 (quindici) giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XV.

Il presente Accordo, il suo Annesso ed ogni emendamento allo stesso verranno registrati presso il Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI).

ARTICOLO XVI.

Il presente Accordo entrerà in vigore nel quindicesimo giorno successivo allo scambio degli strumenti di ratifica.

Fatto a Santo Domingo de Guzmán, Distretto Nazionale, Capitale della Repubblica Dominicana, il giorno trentuno dicembre 1971.

*Per il Governo della
Repubblica Italiana*

Dr. VIRGILIO GORGA

Ambasciatore d'Italia nella
Repubblica Dominicana

*Por el Gobierno de la
República Dominicana*

Dr. JAIME MANUEL FERNÁNDEZ G.

Secretario de Estado de
Relaciones Exteriores

ANNESSO**all'Accordo sui trasporti aerei tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Dominicana****1. — TABELLA DELLE ROTTE:**

Rotte della Repubblica Dominicana:

A. — Repubblica Dominicana-Lisbona-Madrid-Roma-Ginevra-Parigi-Bonn-Londra e viceversa.

B. — Repubblica Dominicana-Lisbona-Madrid-Roma-Atene-Cairo-Beirut e viceversa.

Rotte della Repubblica Italiana:

A. — Italia-Madrid-Lisbona-Santo Domingo-Kingston o Montego Bay-Città del Messico e viceversa.

B. — Italia-Madrid-Lisbona-Santo Domingo-Kingston o Montego Bay-Città di Panama-Bogotà-Quito-Lima-La Paz-Santiago del Cile e viceversa.

2. — La impresa designata da ciascuna Parte Contraente avrà il diritto di effettuare sulle rotte come sopra convenute un numero complessivo di quattro frequenze settimanali con aeromobili del tipo *DC 8* o tipo similare o di capacità superiore.

3. — Le imprese designate godranno sulle rotte convenute dei diritti di terza, quarta e quinta libertà per tutti i punti delle rotte stesse.

4. — Le imprese designate dalle Parti Contraenti avranno facoltà di omettere in uno o in tutti i voli uno o più punti delle rotte convenute.

ACCORD**entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Gabonaise relatif aux transports aériens réguliers**

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Gabonaise dorénavant nommés « Parties Contractantes » désireux de favoriser le développement des transports aériens entre la République Italienne et la République Gabonaise et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine;

désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944;

ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit:

I. — GENERALITES**ARTICLE 1.**

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'Annexe ci-jointe.

ARTICLE 2.

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe:

a) L'expression « Convention » signifie la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et comprend toutes les Annexes adoptées aux termes de l'Article 90 de la dite Convention et tous les amendements des Annexes ou de la Convention aux termes des Articles 90 et 94.

b) L'expression « Autorités aéronautiques » signifie, en ce qui concerne la République Gabonaise, le Ministère chargé de l'Aéronautique Civile, et en ce qui concerne la République Italienne, le « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Direzione Generale dell'Aviazione Civile » ou, dans les deux cas, toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions qui sont actuellement attribuées aux dites Autorités.

c) L'expression « entreprise désignée » signifie une entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes a désignée, conformément à l'Article 11 du présent Accord, pour exploiter les services aériens agréés.

d) Les expressions « territoire », « service aérien », « service aérien international » et « escale non commercial » ont respectivement la signification qui leur est donnée aux Articles 2 et 96 de la Convention.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 3.

a) Les aéronefs des entreprises désignées d'une Partie Contractante, assurant l'exploitation des services convenus seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal se trouvant à bord des aéronefs des entreprises désignées d'une Partie Contractante seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes. Ils ne pourront être déchargés qu'avec le consentement des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal de bord introduits sur le territoire d'une Partie Contractante et destinés uniquement à l'usage des aéronefs des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante, assurant l'exploitation des services convenus, seront exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes.

d) Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord des aéronefs des entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante seront exonérés des droits de douane et des autres droits et taxes fédéraux, nationaux et locaux même au cas où ils seraient consommés ou utilisés au cours de vols au-dessus dudit territoire. Seront également exonérés les pièces de rechange, les équipements et provisions normaux de bord dans les limites et conditions fixées par les Autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

e) Les produits bénéficiant des exonérations indiquées ci-dessus ne pourront être utilisés pour des buts autres que l'exploitation des services aériens et ils seront réexportés au cas où ils ne pourraient être utilisés sauf si leur cession à d'autres entreprises ou leur nationalisation est accordée conformément aux dispositions en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante intéressée. Jusqu'à ce qu'ils soient utilisés ou qu'ils aient reçu une autre destination, les produits en question seront soumis au contrôle de la douane.

f) Les exonérations prévues aux alinéas ci-dessus pourront être subordonnées à l'observation des formalités normalement appliquées sur le territoire de la Partie Contractante qui doit les accorder, sans que cela porte atteinte aux droits représentatifs des services rendus.

ARTICLE 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'Annexe ci-jointe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrées à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 5.

1. Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant sur son territoire l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

2. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages et marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et aux mesures découlant des règlements sanitaires.

3. Les passagers, bagages et marchandises en transit par le territoire d'une Partie Contractante et ne quittant pas la zone de l'aéroport qui leur est réservée ne seront soumis qu'à un contrôle très simplifié. Les bagages et marchandises en transit direct seront exonérés des droits de douane et autres taxes similaires.

ARTICLE 6.

Suivant les lois et règlements en vigueur, chaque Partie Contractante s'engage à assurer à l'autre Partie Contractante le libre transfert en devises convertibles sur la base du taux officiel de change des excédents aux recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire en raison des transports de passagers, bagages, envois postaux et marchandises par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 7.

1. Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, demander une consultation avec l'autre Partie Contractante ou avec ses Autorités aéronautiques pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord et de son Annexe.

2. Une consultation demandée par une Partie Contractante ou ses Autorités aéronautiques devra commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la réception de la demande.

3. Si les Parties Contractantes s'accordent sur des modifications au présent Accord, ces modifications entreront en vigueur après qu'elles auront été confirmées par un échange de Notes Diplomatiques.

4. Des modifications à l'Annexe au présent Accord pourront être convenues directement, même par correspondance, entre les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes. Elles entreront en vigueur après avoir été confirmées par un échange de Notes Diplomatiques.

ARTICLE 8.

1. Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante sa décision de dénoncer le présent Accord; cette notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période.

3. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie Contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quinze (15) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale en aura reçu communication.

ARTICLE 9.

1. Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'Article 7, soit entre les Autorités aéronautiques, soit entre les Parties Contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties Contractantes à un tribunal arbitral.

2. Ce tribunal sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président. Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours des deux mois suivants les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3. Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en vertu du paragraphe 3. du présent Article.

5. Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

6. Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

II. — SERVICES AGREES

ARTICLE 10.

1. Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue d'établir des services aériens sur les routes spécifiées aux tableaux figurant à l'Annexe au présent Accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après « services agréés » et « routes spécifiées ».

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Sous réserve des dispositions du présent Accord, l'entreprise désignée de chaque Partie Contractante jouira, dans l'exploitation de services internationaux:

a) du droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre Partie Contractante;

b) du droit de faire des escales non commerciales sur ledit territoire;

c) du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international sur ledit territoire, aux points spécifiés à l'Annexe, des passagers, des marchandises et des envois postaux.

ARTICLE 11.

1. Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner une entreprise de transport aérien pour exploiter les services agréés sur les routes indiquées. Cette désignation fera l'objet d'une notification écrite entre Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes.

2. La Partie Contractante qui a reçu la notification de désignation accordera sans délai, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent Article, à l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation nécessaire.

3. Les Autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront exiger que l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante prouve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par lesdites Autorités à l'exploitation des services aériens internationaux conformément aux dispositions de la Convention.

4. Chaque Partie Contractante aura le droit de ne pas accorder l'autorisation l'exploitation prévue au paragraphe 2. du présent Article ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice, par l'entreprise désignée, des droits spécifiés à l'Article 10 du présent Accord, lorsque ladite Partie Contractante ne possède pas la preuve qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci.

ARTICLE 12.

1. Chaque Partie Contractante aura le droit de révoquer l'autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice, par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, des droits spécifiés à l'Article 10 du présent Accord, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires, si

a) elle ne possède pas la preuve qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci, ou si

b) cette entreprise ne s'est pas conformée aux lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces droits, ou si

c) cette entreprise n'exploite pas les services agréés dans les conditions prescrites par le présent Accord et son Annexe.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. A moins que la révocation, la suspension ou la fixation des conditions prévues au paragraphe 1. du présent Article ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante. En cas d'échec de cette consultation on fera recours à l'arbitrage, conformément à l'Article 9.

ARTICLE 13.

En application des Articles 77 et 79 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale visant la création par deux ou plusieurs Etats d'organisations d'exploitation en commun ou d'organismes internationaux d'exploitation:

Le Gouvernement de la République Italienne accepte que le Gouvernement de la République Gabonaise conformément aux Articles 2 et 4 et aux pièces annexes du Traité relatif aux Transports Aériens en Afrique signé par le Gabon à Yaoundé le 28 Mars 1961, se réserve le droit de désigner la Société Air Afrique comme instrument choisi par la République Gabonaise pour l'exploitation des services agréés.

ARTICLE 14.

1. L'exploitation des services agréés entre les territoires des deux Parties Contractantes sur les routes mentionnées à l'Annexe au présent Accord et selon les modalités y établies constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial.

2. Les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes seront assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

3. Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

ARTICLE 15.

1. Sur chacune des routes spécifiées, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en oeuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant lesdits services.

2. Toutefois, l'entreprise désignée par l'une des Parties Contractantes pourra satisfaire aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes spécifiées et le territoire de l'autre Partie Contractante, compte tenu des services locaux et régionaux.

3. Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises désignées s'entendront sur des mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire du trafic. Elles en soumettront le résultat à l'approbation des Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes.

4. Au cas où l'entreprise désignée par l'une des Parties Contractantes ne désirerait pas utiliser sur une ou plusieurs routes soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qu'elle pourrait offrir selon les paragraphes 1, 2 et 3 du présent Article, elle pourra s'entendre avec l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport en cause.

ARTICLE 16.

1. Les entreprises désignées indiqueront aux Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes, soixante (60) jours au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle s'appliquera aux changements ultérieurs.

2. Les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes se communiqueront, sur demande, des statistiques périodiques ou d'autres renseignements analogues relatifs au volume du trafic transporté sur les services agréés, par points d'embarquement et de débarquement.

ARTICLE 17.

1. Les tarifs de tout service agréé seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération tous les éléments déterminants, comprenant le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques de chaque service et les tarifs perçus par d'autres entreprises de transports aériens.

2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent Article seront, si possible, fixés d'un commun accord par les entreprises désignées des deux Parties Contractantes et après consultation des autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Les entreprises désignées devront réaliser cet accord en recourant à la procédure de fixation des tarifs établis par l'Association de Transport Aérien International (IATA).

3. Les tarifs ainsi fixés seront soumis à l'approbation des Autorités aéronautiques des Parties Contractantes au moins trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai pourra être réduit, sous réserve de l'accord desdites Autorités.

4. Si les entreprises désignées ne peuvent arriver à une entente ou si les tarifs ne sont pas approuvés par les Autorités aéronautiques d'une Partie Contractante, les Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceront de fixer le tarif par accord mutuel.

5. A défaut d'accord, le différend sera soumis à l'arbitrage prévu à l'Article 9 ci-dessus.

6. Les tarifs déjà établis resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient fixés conformément aux dispositions du présent Article ou de l'Article 9 du présent Accord, mais au plus pendant douze (12) mois à partir du jour du refus de l'approbation par les Autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes.

III. — DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 18.

Chaque entreprise désignée est autorisée à maintenir dans le territoire de l'autre Partie Contractante certains employés qualifiés commerciaux, administratifs et techniques de sa nationalité.

ARTICLE 19.

Le présent Accord et son Annexe seront mis en harmonie avec toute convention de caractère multilatéral qui viendrait à lier à la fois les deux Parties Contractantes.

ARTICLE 20.

Le présent Accord entrera en vigueur quinze (15) jours après la date de l'échange des instruments de ratification.

Fait à Rome le 9 Mars 1972.

*Pour le Gouvernement
de la République Italienne*

FELICE SANTINI

*Pour le Gouvernement
de la République Gabonaise*

LUBIN MARTIAL NIOUTOUME OBAME

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

I.

Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par la République Gabonaise:

Points au Gabon: Lagos-Rome-Francofort et vice versa avec droits de trafic entre et sur tous les points.

II.

Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par la République Italienne:

Points en Italie: Kano-Libreville-Lusaka et vice versa avec droits de trafic entre et sur tous les points.

III.

Les entreprises désignées des deux Parties Contractantes exploiteront sur les routes spécifiées une fréquence hebdomadaire dans les deux directions avec un quota total de 100 (cent) passagers aller et retour non cumulables entre le Gabon et l'Italie. Le nombre des services pourra, sur la demande d'une des entreprises désignées, faire à tout moment l'objet d'une révision d'entente entre les Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes.

IV.

Les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes auront la faculté d'omission d'une ou plusieurs escale sur les services agréés.

V.

L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes pourra, à sa convenance, faire escale en un ou plusieurs points intermédiaires et en des points au-delà du territoire de l'autre Partie Contractante, autres que ceux spécifiés aux tableaux de routes, mais sans droits de trafic entre ce ou ces points et le territoire de cette Partie Contractante, à moins que ces droits n'aient été concédés spécialement par les Autorités aéronautiques de cette Partie Contractante.

VI.

Le commencement et les modalités d'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées dans la présente Annexe seront établis par accord entre les entreprises désignées de deux Parties Contractantes. Au cas où cet accord ne serait pas conclu, la décision à ce sujet sera remise aux Autorités aéronautiques des deux Pays.

AIR TRANSPORT AGREEMENT
between the Government of the Italian Republic
and the Government of the Republic of Cyprus

The Government of the Italian Republic and the Government of the Republic of Cyprus (hereinafter referred to as the « Contracting Parties ») having ratified the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the 7th of December 1944, and desiring to conclude an Agreement for the purpose of establishing air services between their respective territories and beyond, have agreed as follows:

ARTICLE I.

For the purpose of the present Agreement unless the context otherwise requires:

(a) The term « The Convention » means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on December 7th, 1944, and includes any Annex adopted under article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or Convention under articles 90 and 94 thereof;

(b) the term « Aeronautical Authorities » means in the case of the Italian Republic, the « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Direzione Generale dell'Aviazione Civile » and in the case of the Republic of Cyprus, the Civil Aviation Administration of the Ministry of Communications and Works and in both cases any person or body authorized to perform the functions at present exercised by the above mentioned authorities;

(c) the term « designated airline » means an airline which one Contracting Party shall have designated, by written notification to the other Contracting Party, in accordance with Article III of the present Agreement, for the operation of air services on the routes specified in such notification;

(d) the terms « territory », « air service », « international air services » and « stop for non-traffic purposes » shall have the meanings respectively assigned to them in articles 2 and 96 of the Convention.

ARTICLE II.

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in the present Agreement for the purpose of establishing air services on the routes specified in the Annex to the present Agreement (hereinafter respectively referred to as the « agreed services » and the « specified routes »).

The agreed services may be inaugurated immediately or at a later date subject to the provisions of Article III of the present Agreement.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Subject to the provisions of the present Agreement, the designated airline of each Contracting Party shall enjoy the following privileges:

(a) To fly without landing across the territory of the other Contracting Party;

(b) to land in the territory of the other Contracting Party for non-traffic purposes; and

(c) while operating an agreed service on a specified route to make stops in the territory of the other Contracting Party, on the points specified for that route in the Annex to the present Agreement, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined to the territory of the other Contracting Party or of a third Country.

3. Nothing in paragraph 2 of this article shall be deemed to confer on the airline of one Contracting Party the privileges of taking up in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo and mail destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

4. The laws, regulations and instructions of one Contracting Party relating to the entry into or departure from its territory of aircraft or air services operated in international air navigation or to the operation of such aircraft or air services while within its territory shall be applied to the aircraft and agreed services of the designated airline of the other Contracting Party.

ARTICLE III.

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing — through the Aeronautical Authorities — to the other Contracting Party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of the designation the other Contracting Party, through its Aeronautical Authorities, and subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this article, shall grant without delay to the airline designated the appropriate operating authorization.

3. The Aeronautical Authorities of one Contracting Party may request the designated airline of the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations which they normally apply to the activity of air carriers and to the operation of international commercial air services.

4. Each Contracting Party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline or to withhold or revoke the granting to an airline of the privileges specified in paragraph 2 of Article II of the present Agreement or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary on the exercise by an airline of those privileges, in case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party or in nationals of the Contracting Party designating the airline.

5. The airline so designated and authorized may begin to operate the agreed services at any time, subject to the provisions of Article IX.

6. Each Contracting Party reserves the right to withhold or revoke the operating authorization or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary in case where the designated airline fails to comply

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

with the laws or regulations of the Contracting Party granting those privileges, and where to the judgement of the former Party there is a failure to fulfill the conditions under which the rights are granted by this Agreement. Such action shall be exercised only after consultation between the two Contracting Parties and this consultation shall commence within a period of 60 days from the date of the request.

ARTICLE IV.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued by one Contracting Party, or rendered valid and still in force shall be recognized as valid by the other Contracting Party.

Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flight over its own territory, the certificates of competency and licences, granted to its own nationals by the other Contracting Party or by a third Country.

ARTICLE V.

1. The airlines designated by each Contracting Party for the purpose of operating the agreed services shall provide capacity adequate to meet the current and reasonably anticipated requirements of the international air traffic of these services.

2. The Aeronautical Authorities of the two Contracting Parties shall agree on the practical application of the principles laid down in the above paragraph 1.

3. The agreements so reached will remain in force until new understandings are agreed upon by the Aeronautical Authorities either by the means of direct consultations or through approval of the understandings reached by the designated airlines.

4. The schedules of the services shall be submitted for approval to the Aeronautical Authorities at least 30 days before the date of their entry into force.

ARTICLE VI.

There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both Contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories and beyond.

In operating the agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the airline of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the specified routes or part of the same routes.

ARTICLE VII.

(a) The aircraft of the airline designated by one Contracting Party, engaged in operating the agreed services shall, on arrival in the territory of the other Contracting Party, be exempt from customs duties, inspection fees and other duties or charges.

(b) Fuel, lubricating oils, aircraft stores, spare parts and regular equipment on board aircraft of the airline designated by one Contracting

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Party, shall be admitted in the territory of the other Contracting Party free of customs duties, inspection fees and other duties or taxes, even though such supplies be used or consumed in flight over that territory. Goods so exempted may only be unloaded with the approval of the customs Authorities of the other Contracting Party.

(c) Fuel, lubricating oils, spare parts and regular equipment introduced into the territory of one Contracting Party by the other Contracting Party and intended solely for use by aircraft of the airline designated by the latter, engaged in operating the agreed services, shall be exempt from customs duties, inspection fees and other duties or charges.

(d) Fuel and lubricating oils taken on board aircraft of the designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party shall be exempt from any customs duties, inspection fees and other duties or taxes. The same exemption shall apply also to spare parts, regular equipment and aircraft stores within the limits and conditions fixed by the competent authorities of the other Contracting Party.

(e) The supplies enjoying the exemptions provided for in this article shall not be used for purposes other than air services. Where such supplies cannot be used or consumed they shall be re-exported, unless their nationalization is granted in accordance with the regulations in force in the territory of the Contracting Party concerned. Up to such time as they are used or otherwise disposed of, they shall be kept under customs supervision and control.

(f) The exemption stated in this Article may be subject to compliance with particular formalities normally applicable in the territory of the Contracting Party granting the exemptions and they are not related to charges collected as an equivalent of services rendered.

ARTICLE VIII.

Each Contracting Party grants to the designated airline of the other Contracting Party the right to remit to its head office the excess over-expenditure of receipts earned in the territory of the first Contracting Party in the foreign currency in which the receipts have been earned.

For the receipts in local currency each Contracting Party grants to the designated airline of the other Contracting Party the right to remit to its head office the excess over expenditure of receipts earned in the territory of the first Contracting Party at the official rate of exchange.

ARTICLE IX.

1. The tariffs on any agreed service shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and comfort) and, where it is deemed suitable, the tariffs of other airlines for any part of the specified route. These tariffs shall be fixed in accordance with the following provisions of this article.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article, shall, if possible, be agreed in respect of each of the specified routes, between the designated airlines (where it is deemed suitable in consultation with other airlines operating over the whole or part of that route). Such agreement shall be reached through the rate-fixing procedure of the International Air Transport Association (I.A.T.A.).

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. Any tariffs so agreed shall be submitted for approval to the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties at least thirty days prior to the proposed date of their introduction. This period may be reduced in special cases if the Aeronautical Authorities so agree.

4. In the event of disagreement between the designated airlines concerning the tariffs, the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine them by agreement between themselves.

5. If the Aeronautical Authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 3 of this article or on the determination of any tariff under paragraph 4, the dispute shall be settled in accordance with the provision of Article XI of the present Agreement.

6. (a) No tariff shall come into force if the Aeronautical Authorities of either Contracting Party are dissatisfied with it, except under the provision of paragraph 3 of article XI of the present Agreement.

(b) When tariffs have been established in accordance with the provisions of this article, these tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this article.

ARTICLE X.

If either of the Contracting Parties consider desirable to modify any provision of the present Agreement, it may request consultation between the Aeronautical Authorities of the two Contracting Parties and such consultation shall take place within sixty days from the date of the request.

Should the Aeronautical Authorities reach an agreement on amendment of the present Agreement, such amendment shall come into force when confirmed by an exchange of diplomatic notes.

ARTICLE XI.

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation between themselves.

2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation:

(a) They may agree to refer the dispute for decision to an arbitral tribunal appointed by agreement between them or to some other person or body, or

(b) if the Contracting Parties fail to reach settlement by negotiation, the dispute may at the request of either Contracting Party be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the Contracting Party shall nominate an arbitrator within the period of sixty days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within the further period of sixty days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.

4. If and so long as either Contracting Party or the designated airline of either Contracting Party fails to comply with the decision given under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privilege granted by virtue of the present Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline of that Contracting Party.

ARTICLE XII.

In the event of the conclusion of any general multilateral Convention concerning air transport to which both Contracting Parties adhere, the present Agreement shall be amended so as to conform with the provisions of such Convention.

ARTICLE XIII.

Either Contracting Party may at any time give notice to the other if it desires to terminate the present Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization (ICAO). If such notice is given, the present Agreement shall terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fifteen days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization (ICAO).

ARTICLE XIV.

The present Agreement and any amendment to the same shall be registered with the Council of the International Civil Aviation Organization (ICAO).

ARTICLE XV.

The present Agreement shall supersede and cancel any previous Agreements concerning air services between the Contracting Parties.

ARTICLE XVI.

The present Agreement shall enter into force and effect on the date of the exchange of the diplomatic notes, indicating that the formalities required by each Contracting Party have been accomplished.

Done in duplicate at Nicosia this 24th day of November, 1972, in the English language.

*For the Government of the
Italian Republic*

*For the Government of the
Republic of Cyprus*

MANFREDI

ANNEX

I.

Routes to be operated by the designated airline of the Italian Republic:

(1) Italy-Nicosia-Middle East-Khartoum-Asmara-Addis Ababa-Mogadishu-Nairobi or Entebbe or Dar Es Salaam-Lusaka-Tananarive-Mauritius-Johannesburg and vice versa.

(2) Italy-Nicosia-Teheran-one point in India-Colombo-Bangkok or Saigon-Hong Kong-Kuala Lumpur or Singapore-one point in Indonesia-two points in Australia-Auckland and vice versa.

II.

Routes to be operated by the designated airline of the Republic of Cyprus:

(1) Nicosia-Athens-Rome-London and vice versa.

(2) Nicosia-Athens-Rome-Zurich-Frankfurt or Munich-Paris-Amsterdam-Brussels-London and vice versa.

III.

Any point or points on the specified routes may, at the option of the designated airline of each Contracting Party, be omitted on any or all flights.

IV.

The designated airline of each Contracting Party has the right to operate a total of four (4) weekly frequencies on the specified routes.

V.

For the purposes of the present Agreement the expression Middle East contained in the Italian route (1) includes the following countries:

Israel, Jordan, Syria, Iraq, Saudi Arabia, Yemen, South Yemen, Qatar, Kuwait, Bahrein, Iran, Trucial States, Muscat and Oman.